



**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE**



**PROJET DE RESTAURATION ET DE RESILIENCE DU PAYSAGE DU BURUNDI (PRRPB)
DON IDA D 276-BI**

**PLAN SPECIFIQUE EN FAVEUR DES PEUPLES AUTOCHTONES (BATWA) DANS LES COMMUNES DE BUHINYUZA,
MATONGO ET ISARE**

Février 2021

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	3
Liste des photos	3
Liste des acronymes / abréviations	4
1. Résumé exécutif	5
2. Introduction.....	7
3. Démarche méthodologique	8
4. Description sommaire du projet	10
5. Cadre juridique et institutionnel des Batwa	13
5.1. Au niveau national.....	13
5.2. Au niveau de la Banque Mondiale	13
5.3. Au niveau international.....	15
6. Situation démographique et socioéconomique des Batwa	16
6.1. Situation démographique.....	16
6.2. Situation socioéconomique.....	17
6.2.1. <i>En commune Buhinyuza</i>	17
6.2.2. <i>En commune Isare</i>	19
6.2.3. <i>En Commune Matongo</i>	21
7. Résumé des résultats de la consultation libre, préalable et informée avec les Batwa 24	
7.1. Avec les leaders des organisations nationales des Batwa	24
7.2. Avec les Batwa dans les collines d'intervention du projet	26
8. Impacts potentiels du projet sur la population Batwa	29
8.1. Impacts positifs et mesures de renforcement	29
8.2. Impacts négatifs et mesures d'atténuation.....	30
9. Plan d'action en faveur des Batwa	32
9.1. Problèmes majeurs et action envisagées pour les résoudre	32
9.2. Solutions proposées / actions à mener	33
9.3. Plan d'actions et budget estimatif	36
10. Mécanismes de suivi – évaluation.....	37
11. Diffusion du plan	38
Annexes	39
Annexe 1 : Détail de base de calcul du budget pour l'ODP	39
Annexe 2 : Listes de personnes rencontrées (en dehors des réunions collinaires des Batwa).....	40
Annexe 3 : PV et liste des participants des réunions de consultations des Batwa (document séparé).....	41

Liste des tableaux

Tableau	Page
• Tableau 1 : Récapitulatif de comparaison entre les sauvegardes de la Banque Mondiale et la législation nationale	15
• Tableau 2 : Répartition des ménages Batwa par colline et commune d'intervention	16
• Tableau 3 : Synthèse des impacts positifs et mesures de renforcement	30
• Tableau 4 : Synthèse des impacts négatifs et mesures d'atténuation	31
• Tableau 5 : Plan et budget estimatif	36
• Tableau 6 : Indicateurs de performance par composante du projet	37
• Tableau 7 : Base de calcul du budget pour l'ODP - Batwa	39

Liste des photos

Photos	Page
• Photo 1 : Types de maisons des Batwa de Buhinyuza	18
• Photo 2 : Exploitation des parcelles non bâties des Batwa de Buhinyuza	18
• Photo 3 : Types de maisons des Batwa de la commune Isare	20
• Photo 4 : Types de maisons rencontrées dans la commune Matongo	22
• Photo 5 : Aperçu des terres des Batwa mis en œuvre en commune Matongo	22
• Photo 6 : Pratique d'élevage de vache et de porcs par certains ménages Batwa de Matongo	22
• Photo 7 : Quelques images illustrant les réunions communautaires avec les Batwa	28

Liste des acronymes / abréviations

- ADEPV : Association pour le Développement des Personnes Vulnérables
- ADRSEPAL : Association pour le Développement et la Réintégration Socio Economique des Populations à Moyens Limités
- AIDB : Association pour l'Intégration et le Développement Durable au Burundi
- AJBD : Action des Jeunes Batwa pour le Développement Durable
- AP : Aire Protégée
- ASC : Agent de Santé Communautaire
- ASSEJEBA : Association Espoir pour les Jeunes Batwa
- BIF : Francs Burundais
- CAM : Carte d'Assistance Maladie
- CEP : Champ Ecole Paysan/Producteur
- COSA : Comité de Santé
- CPPA : Cadre de Planification en Faveur des Peuples Autochtones
- CTAS : Conseiller Technique chargé des Affaires Administratives et Sociales
- FEM : Fond pour l'Environnement Mondial
- IDA : Association pour le Développement International
- IGEBU : Institut Géographique du Burundi
- IOV : Indicateur Objectivement Vérifiable
- HIMO : Haute Intensité de Main-d'œuvre
- ODP : Opérateur de Proximité
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- OIT : Organisation Internationale du Travail
- MINEAGRIE : Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage
- PACSC : Projet d'Appui à la Compétitivité du Secteur Café
- PAD : Document d'évaluation du projet
- PADZOC : Projet d'Aménagement Durable des Zones Cafécioles
- PARESI : Projet d'Appui au Rapatriement et à la Réintégration des Sinistrés
- PNK : Parc National de Kibira
- PO : Politique Opérationnelle
- PRODEMA : Projet de Productivité et de Développement des Marchés Agricoles
- PRRPB : Projet de Restauration et de Résilience du Paysage du Burundi
- PV : Procès-Verbal
- RN1 : Route Nationale N°1
- UCEDD : Union Chrétienne pour l'Education et le Développement des Déshérités
- UCP : Unité de Coordination du Projet
- UDBB : Union pour le Développement des Batwa du Burundi
- UJADCO : Unions des Jeunes Autochtones pour le Développement Communautaire
- UNIPROBA : Unissons-Nous pour la Promotion des Batwa
- UPARED : Unions des Peuples Autochtones pour le Réveil au Développement

1. Résumé exécutif

Le projet de restauration et de résilience du paysage du Burundi (PRRPB) s'articule autour de cinq composantes d'intervention à savoir : (i) Développement institutionnel et renforcement des capacités pour la restauration et la résilience du paysage ; (ii) Pratiques de gestion durable du paysage ; (iii) Amélioration de la gestion des zones protégées et des réserves naturelles ; (iv) Composante de réponse rapide en cas d'urgence et (v) Gestion, coordination et suivi du projet. Le projet est exécuté dans trois communes du Burundi à savoir Buhinyuza (province Muyinga), Isare (province Bujumbura) et Matongo (province Kayanza).

Suite à la présence des Batwa dans la zone d'intervention et qui risquent de subir des effets positifs ou négatifs suite au projet, la politique opérationnelle PO 4.10 de la Banque Mondiale concernant les populations autochtones a été déclenchée. Cette politique prévoit que le demandeur de financement, auprès de la Banque Mondiale, consulte les peuples autochtones concernés et prépare un plan en leur faveur. Le présent plan a été élaboré sur base des consultations avec différentes parties prenantes (des autorités locales des communes concernées, des organisations nationales qui luttent pour la promotion des Batwa) et des documents pertinents sur ce sujet. Des focus groups et des visites de terrain ont été organisés dans les collines d'intervention du projet et dans toutes les trois communes.

Le consultant a constaté que les collines d'intervention du projet comptent une population de 413 ménages Batwa : 112 ménages en commune Buhinyuza, 193 en commune Isare et 108 en commune Matongo. Dans ces collines, les ménages Batwa vivent dans une situation de grande vulnérabilité. Les problèmes qu'ils rencontrent sont essentiellement : (i) le manque d'habitat décent : la majorité vit dans des huttes ou dans de petites maisonnettes couvertes en pailles ; (ii) l'insuffisance des terres et l'insécurité foncière : dans les collines d'intervention, tous les ménages Batwa disposent des terres mais de très petites tailles, variant entre 3 et 14 ares de superficie; (iii) l'insécurité alimentaire presque chronique : la majorité des Batwa mange une seule fois par jour et avec une quantité et qualité médiocres ; (iv) la difficulté d'accès aux soins de santé suite au manque de moyens financiers mais également à certaines barrières culturelles ; (v) des abandons scolaires importants suite au manque de matériel scolaire (essentiellement uniformes et cahiers), à l'insuffisance alimentaire pour les enfants, au travail précoce des enfants pour compléter le revenu familial, etc. et (vi) un esprit de dépendance qui les empêche de prendre des initiatives d'auto-prise en charge.

Le projet pourra générer des effets positifs en faveur des Batwa, à conditions qu'ils soient spécifiquement ciblés parmi les bénéficiaires et qu'ils soient bien encadrés. Les Batwa pourront être employés dans les travaux de construction des terrasses et dans les activités de gestion des aires protégées. Ils pourront également bénéficier de certains appuis prévus dans le projet notamment le renforcement des capacités communautaires, les animaux d'élevage, l'installation des plantes pérennes (fruitiers, agro-forestiers, caféiers, etc.), la certification foncière, etc.

Cependant, le projet pourra également générer des effets négatifs sur les Batwa et cinq risques ont été identifiés, à savoir : (i) le risque de renforcer le phénomène d'abandon scolaire suite aux activités rémunérées ; (ii) le risque que les terres des Batwa soient davantage réduites suite à l'aménagement des terrasses radicales. Ce risque est prévisible uniquement dans la commune Isare ; (iii) le risque de discrimination à l'encontre des Batwa lors du recrutement des travailleurs ; (iv) des risques liés au genre : viols, transmission des maladies sexuellement transmissibles et grossesses non désirées et (v) Risque de gaspillage des revenus gagnés à travers le projet.

Pour éviter ou atténuer ces risques, le consultant a proposé que : (i) lors des recrutements pour les activités rémunérées, on veille à ce que les enfants et jeunes scolarisés ne soient pas recrutés et le projet pourra appuyer les ménages Batwa dans l'acquisition du matériel scolaire pour ; (ii) appuyer les ménages Batwa concernés par les terrasses radicales dans l'acquisition de la fumure en quantité suffisante pour rendre les terres terrassées plus productives ; (iii) veiller à ce qu'au moins une personne par ménage des Batwa des collines concernées soient recrutées dans les travaux à HIMO ; (iv)

sensibiliser les Batwa, particulièrement les femmes et filles, sur la sexualité responsable et les méthodes de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles dont le VIH/SIDA ; et (v) former et accompagner les Batwa sur l'épargne et la création des groupes de solidarité, épargne et crédit communautaire.

Des mesures, sous forme d'actions d'intervention, sont proposées pour garantir que les effets positifs du projet sur les Batwa soient réellement efficaces, les effets négatifs soient évités et des ménages Batwa tirent avantages sociaux et économiques spécifiques compte tenu de leurs situations. Il s'agit des actions suivantes : (i) le recrutement / contractualisation d'une organisation « Opérateur de proximité » (ODP) chargée de l'encadrement de proximité des Batwa. Cette organisation pourrait être choisie entre les 11 associations nationales des Batwa, sur base de concurrence; (ii) la sensibilisation et coaching de proximité sur différents thèmes en rapport avec le développement personnel et familial, l'hygiène et assainissement, l'alimentation équilibrée, la notion d'épargne et d'autopromotion, etc.; (iii) Création et encadrement des groupes de solidarité, épargne et crédit communautaire ; (iv) la création des emplois pour les ménages Batwa à travers le recrutement des Batwa dans le cadre de la mise en œuvre des activités de HIMO prévues par PRRPB. Il faudra également organiser des séances de consultation avec les Batwa bénéficiaires des emplois pour les modes de payement, incluant les systèmes d'épargnes pour leur permettre des activités futures d'investissement notamment celles relatives à l'amélioration de l'habitat et de l'assainissement ; (v) l'amélioration de la production agricole dans les lopins de terres des Batwa ; (vi) l'appui à la certification foncière des Batwa propriétaires des terres et (vii) l'appui à la scolarisation des enfants Batwa.

Les coûts de mise en œuvre de ces actions, dans les trois communes d'intervention ont été estimés à 535.994 \$. Un mécanisme de suivi-évaluation a été proposée et repose sur la production des rapports périodiques (trimestriels et annuels) qui seraient produits par l'ODP et partagés à l'UCP. Des indicateurs de performance ont été proposés pour chaque composante du projet.

2. Introduction

Le Gouvernement de la République du Burundi a obtenu un don de l'Association pour le Développement International (IDA) pour financer le Projet de Restauration et de Résilience du Paysage du Burundi (PRRPB). Lors de l'élaboration dudit projet, suite à la présence des Batwa dans la zone d'intervention et qui risquent de subir des répercussions négatives suite au projet, la politique opérationnelle PO 4.10 de la Banque Mondiale concernant les peuples autochtones a été déclenchée pour répondre aux exigences y relatives. Cette politique prévoit que le demandeur de financement auprès de la Banque Mondiale, consulte les peuples autochtones concernés pour assurer le respect de leurs droits, de leur dignité, de leur culture et de leur développement économique et prépare par conséquent un plan spécifique en leur faveur.

Comme les collines d'intervention n'étaient pas encore connues avec exactitude, il a été procédé à l'élaboration d'un cadre de planification en faveur des peuples autochtones (CPPA) en vue de pouvoir donner des orientations sur la gestion des impacts potentiels générés par les activités du projet. Le même CPPA prévoit qu'une fois les collines participantes sélectionnées dans les communes, un plan spécifique soit élaboré pour les communes d'intervention.

Aujourd'hui, ces collines sont bien connues. Il s'agit de 28 collines dont 10 situées dans la commune d'Isare (province Bujumbura), 12 dans la commune de Buhinyuza (province Muyinga) et 6 dans la commune de Matongo (province Kayanza). C'est dans ce contexte qu'il s'avère indispensable de procéder à l'élaboration dudit plan spécifique en faveur des Batwa pour ces collines d'intervention. Ainsi, un Consultant individuel a été sélectionné et recruté pour élaborer ledit plan, sur base des consultations des communautés Batwa concernées.

3. Démarche méthodologique

La démarche méthodologique pour l'élaboration de ce plan a reposé sur le briefing avec quelques experts du PRRPB, l'analyse documentaire et la consultation des parties prenantes essentiellement les autorités locales, les organisations nationales des leaders Batwa et les communautés Batwa des collines d'intervention.

- **Briefing avec l'équipe du projet** : une réunion d'échange a été organisée au bureau du PRRPB entre le Consultant et deux Experts du projet à savoir le Spécialiste en Sauvegardes Sociales et le Spécialiste en Restauration des Paysages. A travers cette rencontre, nous avons pris connaissance des collines d'intervention du projet, des types d'activités prévues dans le cadre du projet, des contacts des coordinateurs provinciaux et des documents de référence (Manuel d'exécution et le Document d'Evaluation du Projet : PAD).
- **Analyse documentaire** : les documents qui ont été analysés sont : (i) des documents qui renseignent sur le projet, principalement le PAD, le Manuel d'exécution du PRRPB et le CPPA ; (ii) des documents permettant de comprendre le cadre légal et institutionnel des communautés Batwa, notamment, la Constitution de la République du Burundi, le document de politique nationale de protection sociale, la PO 4.10 de la Banque Mondiale, la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtone, la Convention 169 de l'OIT relative aux droits des peuples indigènes et tribaux.
- **Consultations avec différentes parties prenantes** suivantes :
 - **Des autorités locales** : les autorités locales qui ont été consultées sont notamment : les Conseillers principaux des Gouverneurs des Provinces de Muyinga et Kayanza, l'administrateur de la commune Buhinyuza, les Conseillers en Charge des questions Administratives et Sociales des communes Buhinyuza, Isare et Matongo et quelques chefs de collines et de sous-collines qui ont participé dans les réunions communautaires avec les Batwa ;
 - **Des organisations des Batwa** qui interviennent dans la promotion de cette communauté. Nous avons pu rencontrer des représentants de 5 organisations suivantes : UNIPROBA (Unissons-Nous pour la Promotion des Batwa), UCEDD (Union Chrétienne pour l'Education et le Développement des Déshérités), ASSEJIBA (Association Espoir pour les Jeunes Batwa), AIDB (Association pour l'Intégration et le Développement Durable au Burundi) et ADRSEPAL (Association pour le Développement et la Réintégration Socio Economique des Populations à Moyens Limités). A travers ces rencontres, nous avons pris connaissance de l'existence d'autres 6 organisations suivantes: UDBB (Union pour le Développement des Batwa du Burundi), AJBD (Action des Jeunes Batwa pour le Développement Durable), EDIV Burundi, UJADCO (Unions des Jeunes Autochtones pour le Développement Communautaire), ADEPV (Association pour le Développement des Personnes Vulnérables) et UPARED (Unions des Peuples Autochtones pour le Réveil au Développement). Ainsi, il existe aujourd'hui, un total de 11 organisations de portée nationale, initiées par des Batwa pour promouvoir la communauté des Batwa.
 - **Des leaders locaux des Batwa** : nous avons rencontré et échangé avec les représentants provinciaux des Batwa de Muyinga et Kayanza et des responsables communaux des Batwa des communes Buhinyuza, Isare et Matongo. Ces rencontres nous ont permis d'identifier les collines qui abritent les Batwa parmi celles constituant la zone d'intervention du projet et d'organiser des visites et rencontres avec les représentants desdits Batwa au niveau des collines.
 - **Des communautés des Batwa dans les trois communes d'intervention du projet** : Sur les 28 collines d'intervention du projet, 13 collines sont habitées par des Batwa et sont réparties dans les trois communes comme suit : 4 collines dans Buhinyuza, 5 dans Isare et 4 dans Matongo. Sur les 13 collines, 10 ont été visitées et 6

réunions communautaires ont été réalisées, à raison de 2 réunions par commune. Suite au fait que certaines collines sont habitées par très peu de ménages, les leaders provinciaux et communaux des Batwa ont suggéré de regrouper certaines collines proches dans une seule réunion communautaire. Les listes des participants et des PV des conclusions de ces rencontres sont donnés en annexe (annexe 3).

4. Description sommaire du projet

Le Projet de Restauration et de Résilience du Paysage au Burundi (PRRPB) est un projet conçu et développé par le Gouvernement du Burundi à travers le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (MNINEAGRIE).

Il est financé par la Banque Mondiale et vise la restauration des paysages dégradés au Burundi. Il est prévu que le projet soit exécuté pour une période de 5 ans (2018 – 2023) en deux provinces à savoir celle de Bujumbura (Isare) et Muyinga (commune Buhinyuza). En plus, le projet intervient dans l'amélioration de la gestion de trois aires protégées (AP) à savoir le Parc National de la Ruvubu (PNR), la Réserve Naturelle Forestière de Bururi (PNFB) et le Parc National de Kibira (PNK).

La présente étude porte sur les activités de restauration du paysage dans les communes de Isare et Buhinyuza. L'objectif de développement du projet est de restaurer la productivité des terres dans des paysages dégradés ciblés et, en cas de crise ou d'urgence admissible, de fournir une réponse immédiate et efficace à ladite crise ou urgence admissible. Les principaux bénéficiaires du projet sont les petits exploitants agricoles des provinces de Bujumbura Rural et de Muyinga. Il est prévu qu'au moins 80.820 ménages de petits producteurs bénéficieront directement des interventions du projet (dont 51% de femmes). Le projet utilisera une approche paysagère, c'est-à-dire une approche intégrée pour gérer durablement les ressources en terres et en eau à des fins et fonctions multiples. Le projet est mis en œuvre à travers cinq composantes suivantes :

- **Composante 1 : Développement institutionnel et renforcement des capacités pour la restauration du paysage et la résilience**

Le projet soutiendra le développement des politiques et des capacités aux niveaux national et local pour planifier et mettre en œuvre la préservation et la restauration des terres dans les zones ciblées du projet, en utilisant une approche paysagère résiliente et intégrée. Cela se fera en finançant des activités (i) de renforcement des services hydrométriques, (ii) de planification des bassins versants et appui aux politiques et (iii) de développement des capacités au niveau national et local.

Dans le cadre du **renforcement des services hydrométriques**, le projet soutiendra : i) le renforcement institutionnel et des capacités de l'IGEBU (Institut Géographique du Burundi) pour produire des informations météorologiques, climatiques et hydrologiques précises à l'intention des décideurs, des utilisateurs clés et du public; ii) la modernisation de l'infrastructure hydrométrique; et iii) un meilleur accès et utilisation de l'information hydrométéorologique pour les principaux utilisateurs sectoriels et la préparation aux risques de catastrophe grâce à des mécanismes d'alerte rapide et à des systèmes d'alerte gérés par les communautés.

Dans le cadre de la **planification des bassins versants et appui aux politiques**, le projet soutiendra la planification stratégique et les réformes politiques pour la restauration du paysage. Cela comprendra l'examen et la mise à jour des politiques et des règlements existants afin de combler les lacunes identifiées, ainsi que des lignes directrices pour la mise en œuvre des règlements pertinents. Les produits seront axés sur: des approches intégrées pour la gestion des forêts, des bassins versants et de l'utilisation des terres agricoles; la mobilisation communautaire et les partenariats pour la restauration durable du paysage forestier, y compris les aires protégées (AP); la restauration du paysage / l'aménagement du territoire au niveau de la colline; l'intégration du genre dans le système national de certification des terres; et des études ciblées, par exemple, sur l'effet de l'aménagement du territoire sur le régime foncier, la mobilisation des ressources pour la gestion durable des AP.

Dans le cadre du **développement des capacités au niveau national et local**, le projet soutiendra le renforcement des capacités (formation professionnelle et échange de connaissances) pour les

différents organismes publics, administrations et partenaires contribuant aux différents niveaux (de la colline au niveau national) à l'exécution et la mise en œuvre des activités. Le projet favorisera le rôle des communautés locales dans la prise de décision concernant les projets et la consolidation de la paix au niveau local. Le projet facilitera également l'amélioration de la collaboration entre les principaux ministères gouvernementaux et d'autres partenaires donateurs en soutenant des plateformes nationales pour la gestion durable des terres et des eaux.

- **Composante 2 : Pratiques de gestion durable du paysage**

Le projet restaurera les paysages dégradés et améliorera la gestion des terres dans les collines ciblées des communes de Buhinyuza et d'Isare. Cela se fera par la certification des terres, la restauration du paysage et le contrôle de l'érosion et l'amélioration des pratiques culturales. La superficie totale visée est d'environ 13 000 ha pour 22 collines (12 collines en commune Buhinyuza et 10 collines en commune Isare). Les activités seront conçues à travers trois sous-composantes suivantes : (i) Restauration des paysages et lutte contre l'érosion ; (ii) amélioration des pratiques culturales et nutrition ; et (iii) certification foncière.

- **Sous-composante 2.1 : Restauration des paysages et lutte contre l'érosion.** Le projet construira plus de 7.800 ha de terrasses dégradées et augmentera de manière stratégique le couvert végétal aux points critiques du paysage pour prévenir l'érosion des sols, augmenter l'humidité du sol et réduire le ruissellement de surface. Cela impliquera une gamme d'activités de soutien telles que le traitement biophysique des ravins, la plantation d'arbres, l'agroforesterie et foresterie, les cultures de « fumier vert », les haies de fourrage, la collecte des eaux de pluies et l'amélioration sélective de la fertilité des sols. Prenant une approche axée sur la communauté, le projet utilisera l'argent contre du travail pour construire les terrasses.
 - **Sous-composante 2.2 : Amélioration des pratiques culturales et nutrition.** Le projet aidera les groupes d'agriculteurs à protéger la couche de terres arable, à recouvrir la fertilité des sols et à intensifier la production agricole grâce à des pratiques de gestion durable des sols y compris la production des cultures à forte valeur nutritive. Cela impliquera la formation et le partage d'expérience des agriculteurs, l'accès à des intrants améliorés (semences et plants comprenant des variétés à haute valeur nutritive, les cultures arboricoles, les graminées et les plantes fourragères), notamment en créant des pépinières communautaires, le repeuplement du cheptel en utilisant le mécanisme « chaîne de solidarité » bien établi.
 - **Sous-composante 2.3 : Certification foncière.** Le projet fournira une assistance pour mettre en place et renforcer les bureaux décentralisés de certification foncière dans les communes Buhinyuza et Isare. Le processus suivra une série établie de mesures rigoureuses qui favorisent l'inclusivité et l'accessibilité du processus par la consultation et la participation, la vérification communautaire des résultats, un mécanisme d'appel, le règlement des différends, les liens avec un système d'enregistrement national et l'utilisation des données au niveau central. Afin de combler un écart important entre les sexes, le projet exigera l'inscription du mari et de la femme sur les certificats fonciers. Il est prévu que les activités de certification foncière débutent avant la première sous-composante afin d'établir clairement les limites des parcelles et les titres associés avant de commencer les terrasses.
- **Composante 3 : Amélioration de la gestion des aires protégées et des réserves naturelles**

Les activités soutiendront le développement efficace et durable des systèmes de gestion des aires protégées (Kibira et Ruvubu) et réserves naturelles (Bururi) au Burundi afin de préserver la

biodiversité et les services écosystémiques pour le bien-être des populations riveraines en mettant l'accent particulier sur les communautés Batwa et personnes dépendantes des forêts. Les activités proposées seront intensifiées dans la mise en œuvre des plans de gestion déjà disponibles de ces AP et réserves naturelles, avec un accent particulier sur le Parc national de Kibira, le Parc national de Ruvubu et la Réserve forestière de Bururi.

- **Composante 4 : Composante de réponse rapide en cas d'urgence (CERC)**

Cette composante de contingence peut être déclenchée par un accord conjoint entre le gouvernement et la Banque mondiale en cas d'urgence. Cette composante est intégrée dans le projet pour financer le relèvement rapide et / ou les travaux, biens et services d'urgence spécifiques en cas d'urgence / crise / catastrophe éligible provoquée par un aléa naturel ou d'origine humaine, y compris une crise de santé publique. Le mécanisme est conçu pour soutenir l'amélioration de la préparation, les activités de relèvement rapide et la fourniture d'une réponse rapide aux catastrophes naturels qui peuvent être mises en œuvre dans une période relativement courte ne dépassant pas 18 mois.

- **Composante 5 : Gestion de projet, communications et suivi**

Cette composante est axée sur tous les aspects de la gestion du projet : gestion des achats, gestion financière, suivi et évaluation, production et gestion des connaissances, communication, suivi des mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux, préparation des plans de travail annuels, des rapports et organisation des audits. Cela inclura une stratégie de communication pour rendre compte des résultats du projet et sensibiliser le public à la dégradation des terres, à la restauration et aux changements climatiques. Enfin, le projet financera également des études visant à évaluer les impacts du projet sur des éléments spécifiques tels que les revenus des communautés bénéficiaires et l'amélioration des moyens de subsistance ; et l'efficacité de la mobilisation des ressources pour la gestion durable des aires protégées.

5. Cadre juridique et institutionnel des Batwa

5.1. Au niveau national

La Constitution du Burundi prévoit une égalité de statut et de droit à tous les citoyens burundais. En son article 13, il est stipulé que tous les Burundais sont égaux en mérite et en dignité, jouissent des mêmes droits et ont droit à la même protection de la loi et qu'aucun burundais ne sera exclu de la vie sociale, économique ou politique de la nation du fait de sa race, de sa langue, de sa religion, de son sexe ou de son origine ethnique.

Au niveau de la représentativité, l'article 16 de ladite constitution prévoit que l'état burundais soit organisé de sorte que tous les burundais y soient représentés ; que chacun ait des chances égales d'en faire partie; que tous les citoyens aient accès aux services publics et que les décisions et les actions du Gouvernement recueillent le plus large soutien possible. Concernant toujours cet aspect, les articles 169 et 185 de cette même constitution prévoient respectivement la cooptation de trois députés Batwa à l'Assemblée nationale et de trois sénateurs Batwa au Sénat.

Au niveau de l'exercice des droits, (i) l'article 22 stipule que tous les citoyens sont égaux devant la loi qui leur assure une protection égale et que nul ne peut être l'objet de discrimination du fait notamment de son origine, de son ethnie, de sa situation sociale, du fait d'un handicap physique ou mental, etc. ; et (ii) l'article 52 mentionne que toute personne est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personne, grâce à l'effort national et compte tenu des ressources du pays. Ainsi, l'allocation d'un budget spécifique pour promouvoir les droits des Batwa respecte la Constitution du Burundi.

Au niveau institutionnel, le Gouvernement du Burundi dispose d'un Ministère ayant en charge la gestion des questions des personnes vulnérables. Il s'agit du Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre. Il a été également procédé à la mise en place d'une commission nationale chargée de la protection sociale ainsi que son secrétariat permanent pour assurer son fonctionnement. En plus de cette structure étatique, il y a des organisations de la société civile qui s'occupent spécifiquement des questions des Batwa. Il s'agit des organisations ayant le statut d'ASBL (Association Sans But Lucratif) qui sont actuellement au nombre de 11 (déjà mentionnées dans le chapitre sur la méthodologie) dont 4 ont des réalisations sur terrain : UNIPROBA (Unissons-Nous pour la Promotion des Batwa), UCEDD (Union Chrétienne pour l'Education et le Développement des Déshérités), ASSEJEB (Association Espoir des Jeunes Batwa) et AIDB (Association pour l'Intégration et le Développement Durable au Burundi).

Au niveau politique, le Burundi a adopté en 2011 un document de politique nationale de protection sociale. En 2015, une stratégie nationale pour la mise en œuvre de cette politique a été adoptée. A travers cette stratégie, le Gouvernement du Burundi reconnaît que les Batwa font partie des groupes vulnérables méritant une attention particulière, parce que, entre autres, (i) ils sont particulièrement désavantagés en termes d'accès à la terre avec plus 79 % des ménages Batwa cultivant moins de 0,1 ha ; (ii) il y a absence d'un programme national intégré pour combattre l'exclusion sociale et la vulnérabilité extrême des Batwa ; et (iii) les projets existants qui ciblent les Batwa sont éparpillés et difficiles à pérenniser.

5.2. Au niveau de la Banque Mondiale

Le texte applicable est la politique opérationnelle PO 4.10 relatif aux peuples autochtones. Aux fins d'application de cette présente politique, l'expression « population autochtone » est employée au sens générique du terme pour désigner un groupe socioculturel vulnérable distinct présentant, à divers degrés, les caractéristiques suivantes : (i) les membres du groupe s'identifient comme appartenant à un groupe culturel autochtone distinct, et cette identité est reconnue par d'autres ; (ii) les membres du groupe sont collectivement attachés à des habitats ou à des territoires ancestraux

géographiquement délimités et situés dans la zone du projet, ainsi qu'aux ressources naturelles de ces habitats et territoires ; (iii) les institutions culturelles, économiques, sociales ou politiques traditionnelles du groupe sont différentes de celles de la société et de la culture dominantes ; et (iv) les membres du groupe parlent un langage souvent différent de la langue officielle du pays ou de la région.

Au Burundi, les Batwa remplissent ces critères notamment le premier et le quatrième et sont considérés comme peuple autochtone dans les considérations de la Banque. Les Batwa parlent une langue identique du point de vue morphologique, syntaxique et lexical à celle parlée par l'ensemble de la population burundaise (le kirundi). Cependant, les Batwa ont une façon de parler un peu particulière qui réside au niveau de l'intonation, de l'articulation des mots ainsi qu'au niveau de quelques termes qui leur sont propres.

La présente politique est tout aussi applicable à des groupes ayant perdu « leur ancrage collectif dans des habitats géographiquement circonscrits ou des territoires ancestraux situés dans la zone du projet » pour cause de départ forcé. Ce critère semble aussi être rempli dans le cadre des Batwa du Burundi. Historiquement, les Batwa qui vivaient essentiellement de la chasse et de la cueillette dans les forêts ont été régulièrement chassés par les défrichements des forêts pour des fins agricoles et par des mesures de conservation du peu de forêts qui restent sous forme d'aires protégées.

Ainsi, la politique est déclenchée dans le cadre du projet du fait qu'on trouve des Batwa dans la zone d'action, y compris celle du financement additionnel, et qui risquent d'être affectés par le projet.

L'objectif de cette politique est de: (i) faire en sorte que le processus de développement encourage le plein respect de la dignité, des droits de l'homme et de la spécificité culturelle des peuples autochtones; (ii) faire en sorte que ceux-ci ne souffrent pas des effets préjudiciables au cours du processus de développement, ou, quand ce n'est pas possible, de faire en sorte que ces impacts soient minimisés, atténués ou indemnisés; et (iii) faire en sorte que les peuples autochtones reçoivent des bénéfices sociaux et économiques qui soient appropriés sur le plan culturel, du genre, et intergénérationnel.

Chaque fois que la Banque est sollicitée pour financer un projet affectant directement des populations autochtones, elle exige de l'emprunteur qu'il s'engage à procéder, au préalable, à une consultation libre et fondée sur une communication des informations aux populations concernées. Le financement de la Banque ne sera accordé que si le projet obtient un soutien massif dans la communauté respective de la part des populations autochtones, en l'occurrence la population Batwa.

Un projet proposé au financement de la Banque ayant un impact potentiel sur des populations autochtones nécessite, entre autres, que: (i) l'emprunteur organise, préalablement à chaque nouvelle étape du projet, une consultation des communautés de population autochtone affectées, afin de prendre pleinement connaissance de leurs points de vues et de s'assurer qu'elles adhèrent massivement au projet; (ii) l'emprunteur prépare un Plan en faveur des populations autochtones ; et (iii) l'emprunteur diffuse ce plan. C'est dans ce cadre que le présent plan a été élaboré, sur base des consultations des Batwa et autres parties prenantes.

Tableau 1 : Récapitulatif de comparaison entre les sauvegardes de la Banque Mondiale et la législation nationale

PO 4.10 – Peuples Autochtones (BM)	Constitution de la République du Burundi	Observations
Les Batwa sont assimilés aux peuples autochtones	Les Batwa sont considérés comme une ethnie minoritaire défavorisée ; comme un groupe vulnérable méritant une attention particulière	Convergence entre les deux instruments
<ul style="list-style-type: none"> • Le processus de développement encourage le plein respect de la dignité, des droits de l’homme et de la spécificité culturelle des peuples autochtones • Les peuples autochtones reçoivent des bénéfices sociaux et économiques qui soient appropriés sur le plan culturel, du genre, et intergénérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Nul ne peut être l’objet de discrimination du fait notamment de son origine, de son ethnie, de sa situation sociale, du fait d’un handicap physique ou mental ; • Toute personne est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personne 	Le respect et la promotion des Batwa sont préconisées par les deux instruments
Exige, préalablement à la mise en œuvre des projets, une consultation libre et fondée sur une communication des informations aux populations concernées	Exige la représentation des Batwa dans au parlement	Bien que la législation nationale prévoit la représentation des Batwa au Parlement, elle reste muette par rapport à la consultation des Batwa en matière des projets de développement.
Préparation et diffusion d’un plan spécifique en faveur des peuples autochtone	Aucune action prévue	La PO 4.10 est la seule référence.

5.3. Au niveau international

Au niveau international, il existe des textes internationaux et régionaux qui régissent les droits de l’homme et auxquels le Burundi a adhéré. Il s’agit notamment de :

- La Déclaration Universelle des Droits de l’Homme. Le Burundi y a adhéré à la date de son indépendance, en 1962 ;
- Le Pacte International relatif aux droits civils et politiques, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ratifiés en 1990 ;
- La Convention sur l’élimination de toutes formes de discrimination à l’égard des femmes, ratifiée en 1991 ;
- La Charte africaine des droits de l’homme et des peuples, ratifiée en 1999 ;
- La Convention relative aux droits de l’enfant, ratifiée en 1990.

Tous ces textes font partie intégrante de la constitution du Burundi de par son article 19, comme déjà mentionné dans le point 3.1.

En plus, il faut aussi considérer la « Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones », adoptée par l’Assemblée Générale des Nations Unies le 13 septembre 2007 et la Convention de l’OIT sur les peuples indigènes et tribaux (convention N° 169), adoptée en 1989.

6. Situation démographique et socioéconomique des Batwa

L'évaluation de la situation des Batwa dans la zone du projet a été effectuée dans les collines d'interventions du projet et porte sur la situation démographique et la situation socioéconomique.

6.1. Situation démographique

Pour rappel, le Projet intervient dans 28 collines situées dans trois communes à savoir 12 collines de la commune Buhinyuza en province Muyinga, 10 collines de la commune Isare en province Bujumbura et 6 collines de la commune Matongo en province Kayanza. Les données récoltées sur terrain, sur base des consultations des autorités administratives locales et des leaders locaux des Batwa, ont permis d'identifier le nombre de ménages Batwa pour chaque colline d'intervention. Ainsi, les 28 collines d'intervention du PRRPB comptent un total de 413 ménages Batwa dont 112 en commune Buhinyuza, 193 en commune Isare et 108 en commune Matongo.

Tableau n°2 : Répartition des ménages Batwa par colline et commune d'intervention

Communes	Collines	Nombre de ménages Batwa
Buhinyuza	Gitaramuka	0
	Ntobwe	0
	Gasave	8
	Kiyange	0
	Bunywana	0
	Nyarunazi	92
	Karehe	0
	Karongwe	0
	Bugungu	0
	Muramba	7
	Kibimba	0
	Nyaruhengeri	5
Total commune Buhinyuza		112
Isare	Benga	25
	Karunga	60
	Kwigere	10
	Gishingano	31
	Nyakibande	0
	Nyambuye	67
	Caranka	0
	Rushubi	0
	Bibare	0
	Rutegama	0
Total commune Isare		193
Matongo	Kivumu	48
	Matongo	22
	Mpemba	0
	Nyakibingo	30
	Burengo	8
Total commune Matongo		108
Total pour les collines d'intervention du PRRPB		413

6.2. Situation socioéconomique

6.2.1. En commune Buhinyuza

▪ Situation économique

D'une manière générale, les Batwa capables de travailler vivent du travail journalier (comme ouvrier dans les champs des autres ou en exerçant d'autres activités diverses pour autrui notamment le transport des biens, etc.). Ce genre de travail leur permet de gagner en moyenne 1.500 BIF par jour (soit un équivalent de 0,79 \$), pendant certaines saisons d'intenses activités agricoles et pendant 6 jours par semaine, soit 9.000 BIF par semaine.

Pendant les périodes où le travail dans les champs est rare, les Batwa se rabattent sur d'autres activités alternatives. Il s'agit : (i) de la recherche du bois mort dans les boisements privés et qu'ils vendent comme bois de chauffe dans les ménages environnant. Ce travail se fait clandestinement et comporte beaucoup de risques. Une fois attrapés, ils sont dépouillés de leurs biens, souvent battus ou emprisonnés pendant quelques jours. Malgré ces difficultés, ils continuent et avec cette activité, ils peuvent gagner en moyenne 1.500 BIF par jour (si on n'est pas attrapé), équivalent à une rémunération pour un travail journalier en champ ; et (ii) de la poterie, normalement exercée par les femmes et qui est en train de disparaître à cause de la rareté de l'argile et du fait que les pots sont de moins en moins sollicités dans la communauté. Certaines femmes continuent malgré tout à exercer ce métier pendant les périodes où le travail journalier est difficilement trouvable (mai - septembre), ce qui leur permet de gagner en moyenne 8.400 BIF par semaine.

Il ressort de ce qui précède que les Batwa de Buhinyuza vivent dans une situation d'extrême pauvreté. En général, seulement 2 personnes travaillent dans un ménage, ce qui fait gagner un montant moyen de 18.000 BIF par semaine, soit un revenu journalier de 2.571 BIF par ménage. Si on considère la moyenne de 4,7 personnes par ménage¹, **ce revenu équivaut à 0,29 \$ par individu et par jour.**

Pour la colline Gasave frontalière avec le Parc National de la Ruvubu, les hommes peuvent pénétrer clandestinement dans le parc pour couper de la paille qu'ils utilisent pour la couverture de leurs habitations ou pour la vendre dans les voisinages. L'entrée dans le parc n'est pas fréquente du fait qu'il y a beaucoup d'animaux qui font peur et que si on est attrapé, on paie des amendes importantes.

Pour les collines Nyarunazi et Muramba, il y a quelques Batwa qui font partie des groupes communautaires de solidarité, d'épargne et crédit. Bien que ces groupes souffrent de manquent d'encadrement, les Batwa qui en font partie estiment qu'ils sont très utiles pour le changement des mentalités et la lutte contre la misère.

• Foncier et habitat

Dans la commune Buhinyuza, on trouve les Batwa dans 4 collines sur les 12 collines d'intervention du projet, à savoir Nyarunazi (92 ménages), Muramba (7 ménages), Gasave (8 ménages) et Nyaruhengeri (5 ménages).

Sur la colline de Nyarunazi, les Batwa vivent sur 2 sites (le village de Mbizi et le village de Rwaniro dit communément « PARESI »). Tous les ménages ont des parcelles propres qui ont été données par le Gouvernement et tous avaient bénéficié des maisons relativement bien construites: murs en briques adobes et toitures en tôles métalliques (PARESI) ou en tuiles (Mbizi). Les dimensions des parcelles étaient en général de 9 ares et 3 ares respectivement pour Mbizi et

¹ Rapport du Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Burundi, ISTEEBU, 2008.

Rwariro. Pour Mbizi, la majorité des ménages Batwa ont vendu leurs propriétés, y compris des maisons et se sont installés, sans autorisation, dans un terrain domanial situé en aval du site où ils vivent dans des huttes en pailles et sans s'inquiéter. Sur 35 ménages qui ont bénéficié des parcelles et maisons, il ne reste que 7 ménages qui sont toujours dans les parcelles et maisons reçues, soit 20%. Pour ces derniers, les maisons sont relativement vieilles et méritent des réfections. Pour le site PARESI, aucune parcelle et aucune maison n'a été vendue mais les maisons sont relativement vétustes. Les nouveaux ménages (issus des descendances des bénéficiaires de ces parcelles) n'ont pas de parcelles et installent leurs huttes en pailles à côté des maisons de leurs parents et les parcelles deviennent de plus en plus aiguës.

Dans les parcelles non bâties, les Batwa pratiquent des activités agricoles mais sans fumure et la production reste insignifiante. Certains ménages ne parviennent même pas à les cultiver du fait qu'ils n'ont pas assez de temps, ils passent tout leur temps à la recherche du travail pour combler les besoins journaliers en nourriture.

Pour les collines de Muramba, Gasave et Nyaruhengeri, les Batwa vivent sur leurs propres terres qu'ils ont acquises de leurs maîtres après l'abolition du servage. Ils ont en général des terres exiguës (moyenne de 2 à 3 ares) et des maisonnettes en pailles dont la plupart sont des huttes.

Actuellement, les Batwa ont un domicile fixe et ne déménagent plus fréquemment comme dans le passé.

Photo 1 : Types de maisons des Batwa de Buhinyuza.



Photo 2 : Exploitation des parcelles non bâties des Batwa de Buhinyuza



- **Education**

Pratiquement, tous les enfants en âge de scolarisation commencent l'école mais très peu parviennent à continuer jusqu'au bout. On remarque beaucoup d'abandons scolaires et cela pour des raisons diverses mais toujours en lien avec la pauvreté. A titre d'exemple, sur la colline Muramba, des 19 enfants qui étaient à l'école au début de cette année scolaire, 9 ont déjà abandonné (soit un taux d'abandon de 47,36%). La plupart des enfants abandonnent suite au manque des uniformes (qui sont obligatoires) et des cahiers, à l'insuffisance de nourriture et au manque de motivation aussi bien pour

les enfants que pour les parents. Le manque de modèle des Batwa qui ont pu terminer les études constitue, en partie un frein par rapport à la motivation.

- **Santé**

Les ménages Batwa ont des difficultés de se faire soigner en cas de maladie. A part qu'ils ont des problèmes de moyens financiers pour payer les soins de santé, la plupart ne sont pas bien motivés pour s'acheter des cartes d'assistance maladie (CAM) dont le coût est subventionné par le Gouvernement et le ménage paye uniquement 3.000 BIF par an (équivalent de 1,58\$). Certains ont regretté avoir eu de CAM et passer une année sans l'utiliser (sans être malades). Sur une population de 94 Batwa consultés dans la commune Buhinyuza, 1 seule personne avait une CAM, soit 1,06%.

- **Cohabitation avec les autres communautés ethniques**

La cohabitation avec les autres ethnies est jugée très bonne. Les ménages Batwa vivent à côté des autres et ne sont plus marginalisés comme dans le passé. Souvent, ils sont invités lors des fêtes et certains Batwa font partie des comités communautaires ou participent dans la gouvernance locale. On a trouvé un Mutwa membre du COSA, un ASC et 4 chefs locaux « Nyumba kumi ». D'après les témoignages des autorités locales, les Batwa participent très activement dans les travaux communautaires.

Cependant, les Batwa déplorent le fait qu'ils ne sont pas régulièrement pris en compte lors de l'octroi des aides aux vulnérables ou de recrutement de la main-d'œuvre ordinaire réalisés à travers l'administration.

6.2.2. En commune Isare

Comme déjà mentionné, les collines d'intervention de la commune Isare comptent 193 ménages Batwa répartis sur 5 collines à savoir Benga (25 ménages), Karunga (60 ménages), Kwigere (10 ménages), Gishingano (31 ménages) et Nyambuye (67 ménages).

- **Situation économique**

Comme les autres Batwa, ceux de la commune Isare vivent essentiellement du travail journalier principalement dans : (i) les travaux champêtres (agriculture, paillage de certaines cultures de rentes et recherche du fourrage pour le bétail) avec une rémunération moyenne de 2.000 Fbu par jour de travail de 07h à 15h00 (sans déjeuner) et (ii) le transport de biens (par tête) essentiellement des pavés en pierres qu'ils déplacent de leurs sites de production vers des endroits accessibles aux camions et des marchandises (bananes mures ou avocats) qu'ils transportent vers la ville de Bujumbura. Ce genre d'activités est exercé par des hommes et femmes qui ont encore de la force physique et peuvent gagner en moyenne 2.000 Fbu par jour. Certaines personnes (très peu) exercent aussi du petit commerce et de la maçonnerie (comme maçons ou comme aide-maçon), quelques fois dans la ville de Bujumbura. Les ménages Batwa exercent également des activités agricoles de moindre importance suite au manque de terrains suffisants et d'intrants. La poterie est devenue presque inexistante, sauf pour les collines de Benga et Karunga où quelques femmes continuent cette activité mais d'une façon occasionnelle.

Certains Batwa de Gishingano et Nyambuye vivent de la mendicité qui est pratiquée dans la ville de Bujumbura. Les mendiants partent le matin et rentrent le soir. D'après les témoignages reçus, les mendiants peuvent gagner en moyenne 1.500 BIF par jour (en plus du repos de la mi-journée), ce qui revient presque au niveau de rémunération d'un travailleur journalier.

En moyenne, dans un ménage où travaillent 2 personnes, ils parviennent à peine de gagner 20.000 Fbu par semaine, soit 2.857 BIF par jour. Pour une moyenne de 4,7 personnes par ménage, cela correspond à une moyenne de **0,3\$ par jour et par personne**. Ils sont donc dans une situation d'extrême pauvreté.

- **Foncier et habitat**

Dans la commune Isare, les Batwa disposent des terres propres qu'ils ont reçues de l'administration, d'une superficie moyenne de 8 ares par ménage, et disposent des documents d'attribution. La majorité de ces terres sont utilisées pour des activités agricoles et vivent sur de petites parcelles (en moyenne de 2 à 3 ares) qu'ils avaient avant l'acquisition de celles données par l'administration.

Les Batwa vivent dans de petites maisons, souvent en briques adobes mais avec couverture en pailles. Très peu d'entre eux disposent des maisons avec toiture en tôles ou tuiles. La grande difficulté est de trouver assez de pailles nécessaires pour une couverture complète. Souvent, on met un sac sous la paille pour faciliter l'écoulement des eaux des pluies mais cela ne dure pas longtemps et la majorité des maisons sont perméables à l'eau de pluies.

Photo 3 : Types de maisons des Batwa de la commune Isare



- **Education**

Comme ailleurs, les enfants Batwa commencent l'école comme tout le monde mais on observe une grande déperdition. Les taux d'abandon sont importants et pour plusieurs raisons dont les principales sont les suivantes: (i) incapacité d'acheter le matériel scolaire (uniformes et les cahiers) et de payer d'autres frais exigés par les établissements scolaires notamment des frais pour payer les enseignants vacataires ; (ii) des enfants qui commencent à avoir de la force physique abandonnent l'école pour aller chercher du travail afin de gagner de l'argent ; (iii) des parents et des enfants qui n'ont pas assez de motivation pour continuer les études ; (iv) la mendicité : certains parents vivent de la mendicité (dans la ville de Bujumbura) et quelques fois (surtout les week-ends), ils partent avec leurs enfants scolarisés. Il a été témoigné que des enfants ayant expérimenté cette mendicité ne continuent pas souvent les études.

- **Santé**

Les ménages Batwa d'Isare, comme ceux d'ailleurs, ont des difficultés de se faire soigner en cas de maladie. A part qu'ils ont des problèmes de moyens financiers pour payer les soins de santé, la plupart ne sont pas bien motivés pour payer les frais d'acquisition des CAM. Sur une population de 138 Batwa consultés dans la commune Isare, seulement 7 personnes avaient une CAM, soit 5,07%. Les maladies les plus courantes qui ont été rapportées sont le paludisme, les verminoses et les maladies des yeux.

- **Cohabitation avec les autres communautés ethniques**

Sur base des témoignages reçus lors des consultations, la cohabitation des Batwa et les autres communautés ethniques est jugée très bonne. Les Batwa ne se sentent pas marginalisés, ils s'entraident avec les autres, ils partagent les fêtes avec les autres et participent dans les travaux d'intérêt communautaire ; certains leaders des Batwa sont aussi actifs dans différents partis politiques comme les autres, d'autres participent dans des associations de développement communautaires de compositions mixtes.

Cependant, comme dans les autres communes, les Batwa de la commune Isare déplorent le fait qu'ils sont souvent oubliés ou marginalisés lors des recrutements de la main-d'œuvre dans des travaux HIMO et les aides aux vulnérables qui sont réalisés à travers l'administration communale.

6.2.3. En Commune Matongo

La zone du projet en commune Matongo compte 108 ménages Batwa répartis sur 4 collines des 6 concernées par le Projet à savoir (48 ménages), Matongo (22 ménages), Nyakibingo (30 ménages) et Burengo (8 ménages).

- **Situation économique**

Comme dans d'autres communes, les Batwa de Matongo vivent principalement du travail journalier essentiellement dans : (i) les travaux champêtres (agriculture) et la recherche de la paille et du foin (activité plus répandue) pour les vaches des éleveurs environnant, avec une rémunération moyenne de 1.500 BIF par jour de travail et (ii) le transport de biens (par tête) essentiellement des marchandises des commerçants des petits centres situés le long de la RN 1 (Bujumbura – Kayanza). Ce travail est réalisé par des hommes qui ont encore de la force physique (peu nombreux) et leur permet de gagner en moyenne une somme de 2.500 BIF par jour.

Les Batwa de Matongo pratiquent également de l'agriculture mais ils sont limités par l'exiguïté et l'infertilité de leurs terres ainsi que les capacités financières pour s'acheter de bonnes semences. Certains Batwa élèvent des vaches et des porcs d'autrui ce qui leur permet d'avoir un peu de fumier pour fertiliser leurs champs. Certains d'entre eux disposent des plants de caféiers (24,2% des Batwa consultés).

La poterie est pratiquement en train de disparaître suite à la rareté de l'argile et à la mévente des pots. Pour le moment, elle est pratiquée essentiellement par des vieilles femmes qui n'ont plus assez de force pour exercer le travail journalier (guca ingero). Un seul site d'extraction d'argile est accessible encore au Batwa à Burarana. Il s'agit d'une parcelle de marais que l'administration a cédée à la communauté Batwa pour effectivement l'extraction d'argile.

Dans le passé, la plupart des hommes Batwa vivaient principalement du Parc National de la Kibira (PNK) où ils soutiraient du bambou et du bois mort qu'ils vendaient dans les voisinages ainsi que du matériel destiné à la fabrication des nattes (cordes végétales et du cyperus = urukangaga). Ces nattes constituaient une grande source de revenus pour les ménages Batwa. Actuellement, suite aux restrictions contraignantes d'accès au PNK, très peu de Batwa continuent d'y aller clandestinement avec de grands risques si on est attrapé. Un des participants dans une séance de consultation a témoigné qu'il a été attrapé une fois, a été battu et emprisonné pendant 15 jours.

Certains Batwa (7,35% des personnes consultées) font partie des groupements communautaires de solidarité, épargne et crédit. Cependant, ces groupements ne sont pas encadrés et ne sont pas performants. Toutefois, ils constituent une grande opportunité de changement des attitudes d'attentisme vers l'auto-développement des Batwa s'ils reçoivent un encadrement soutenu.

- **Foncier et habitat**

En commune Matongo, les Batwa vivent sur des terres que l'administration les a cédées, il y a de cela une quinzaine d'années, et dont les superficies varient de 7,5 à 14 ares. Les bénéficiaires de ces terres ne disposent pas de documents d'attribution et se sentent en insécurité foncière. Ces terres, bien que de petite taille contiennent des maisons et des cultures (cultures vivrières, quelques plants de bananier et de caféiers pour certains). Comme déjà mentionné, ces terres ne sont pas bien productives, pour la plupart, par manque de fertilisants, de techniques archaïques et l'insuffisance de semences.

Les maisons sont souvent de petites dimensions et sont classées dans trois catégories : des huttes en pailles, des maisons avec des murs (bois ou briques adobes) avec toitures en pailles et celles avec toitures en tuiles.

Photo 4 : Types de maisons rencontrées dans la commune Matongo



Photo 5 : Aperçu des terres des Batwa mis en œuvre en commune Matongo



Photo 6 : Pratique d'élevage de vache et de porcs par certains ménages Batwa de Matongo



- **Education**

La question de l'éducation est semblable avec celle des autres communes. Presque la totalité des enfants commencent l'école à leur âge de scolarisation mais beaucoup abandonnent avant d'atteindre l'école secondaire. Les raisons d'abandon en plus de l'extrême pauvreté des parents sont liées notamment au manque d'uniformes, de cahiers et de nourriture. Les enfants qui commencent d'avoir la force physique (5^{ème} – 6^{ème} primaire) préfèrent aller gagner un peu d'argent plutôt que de rester à l'école avec un ventre creux.

- **Santé**

Les ménages Batwa de Matongo, comme ceux d'ailleurs, ont des difficultés de se faire soigner en cas de maladie. A part qu'ils ont des problèmes de moyens financiers pour payer les soins de santé, la plupart ne sont pas bien motivés pour payer les frais d'acquisition des CAM. Sur une population de 68 Batwa consultés dans la commune Matongo, seulement 5 personnes avaient une CAM, soit 7,35%. Les maladies les plus courantes qui ont été rapportées sont le paludisme, les verminoses et les maladies des yeux.

- **Cohabitation avec les autres communautés ethniques**

Les Batwa de Matongo apprécient beaucoup les bonnes relations qu'ils entretiennent avec les autres communautés ethniques ainsi que les autorités locales au niveau des collines. Des mariages mixtes ont été rapportés, des assistances mutuelles lors des événements heureux ou malheureux sont à la normale, des partages de boissons dans les bars ou lors des fêtes sont sans discrimination et on observe des Batwa qui occupent certaines responsabilités communautaires. Par exemple, le chef de la ligue des jeunes du parti au pouvoir « Imbonerakure » de la colline Matongo est un Mutwa ; il y a des Batwa qui sont membres des comités qui dirigent des sous-collines ; une femme Mutwa de la colline Burengo qui est présidente d'un groupe d'animation au niveau de sa colline.

Toutefois, comme dans les autres communes, les Batwa de Matongo ont déploré une sorte de discrimination à leur égard dans des projets de développement et de soutien aux vulnérables. Selon eux, dans ce genre de projets, les Batwa ne sont pas pris en compte par l'administration communale.

7. Résumé des résultats de la consultation libre, préalable et informée avec les Batwa

7.1. Avec les leaders des organisations nationales des Batwa

Comme déjà mentionné, 5 organisations ont été consultées sur les 11 qui existent au niveau national (soit 45,4%). Les échanges ont débuté chaque fois par la présentation du projet et l'objectif visé dans l'élaboration de ce plan en faveur des Batwa. Les discussions ont porté sur leur appréciation globale du projet, les zones et domaines d'intervention de leurs organisations respectives, leur intérêt et rôle spécifique qu'elles peuvent jouer dans la mise en œuvre du plan, leur point de vue sur la méthode de sélection d'une organisation potentielle à servir comme ODP (opérateur de proximité). Les conclusions de ces discussions sont résumées dans les paragraphes qui suivent.

- **Appréciation globale du PRRPB**

Toutes les organisations des Batwa qui ont été consultées ont fortement apprécié le projet. Elles apprécient beaucoup cette approche de préparer un plan spécifique aux communautés Batwa de la zone du projet, ce qui pour elles constitue une garantie de leur prise en compte. Selon elles, la plupart des projets prévoient de prendre en compte les Batwa et les rapports de mise en œuvre le mentionnent clairement. Cependant, une fois aller sur terrain, il arrive de trouver que les communautés Batwa ne connaissent même par le projet.

Elles ont insisté à ce que le plan soit réellement exécuté et qu'au moins une organisation des Batwa soit impliquée dans sa mise en œuvre, en qualité d'ODP comme cela a été notamment dans le cadre du PRODEMA.

- **Les zones et domaines d'intervention des organisations consultées**

Parmi les 5 organisations consultées, 4 ont déjà des réalisations sur terrain. Les paragraphes suivants donnent des informations relatives à ces 4 organisations qui sont opérationnelles sur terrain.

- **UNIPROBA** : c'est la première organisation qui a été créée par des leaders Batwa au Burundi (agréé en 2003) et son siège est à Bujumbura. Elle travaille dans la promotion des droits des Batwa sur divers domaines et les grandes réalisations sont dans les secteurs suivants : (i) éducation : sensibilisation des parents pour les inciter à envoyer leurs enfants à l'école malgré leur état de pauvreté, et fournir une aide en matériels scolaires (uniformes, cahiers, stylos, savons pour la propreté des enfants) ; (ii) accès à la terre : lobbying et plaidoyer auprès des autorités étatiques pour l'octroi de terre aux Batwa et l'effectivité de l'abolition du système de servage. Cela a permis à beaucoup de ménages Batwa à bénéficier des terres qui désormais leur appartiennent ; (iii) lutte contre l'injustice : UNIPROBA reçoit régulièrement beaucoup de cas d'injustices commises à l'égard des Batwa. Dans ces circonstances, UNIPROBA intervient en contactant les autorités administratives, judiciaires et policières concernées pour éclaircir les cas et si besoin il y a, en accordant une assistance juridique à travers des Avocats ; (iv) lutte contre l'ignorance des droits : organisation des séances de sensibilisation des Batwa sur les textes juridiques Burundais, les instruments régionaux et internationaux relatifs à la protection des droits humains qui sont par ailleurs intégrés dans la constitution burundaise. UNIPROBA est connu par les Batwa de tout le pays et dispose des représentants au niveau des provinces et communes, ce qui constitue un grand réseau de communication. UNIPROBA est la seule organisation des Batwa ayant de l'expérience comme ODP dans la mise en œuvre des plans spécifiques aux Batwa dans le cadre des projets financés par la Banque Mondiale, notamment le PRODEMA et le PACSC.
- **UCEDD** : c'est la deuxième organisation des Batwa à voir le jour et a son siège à Gitega. Elle intervient dans les domaines suivants : (i) éducation : sensibilisation des parents, appui en matériels scolaires aux enfants

scolarisés, construction des infrastructures scolaires (une école sous-convention est fonctionnelle en commune Mutaho de la province Gitega) ; (ii) accès à la terre et la production agro-pastorale : UCEDD mobilise des financements pour acheter des terres en faveur des communautés Batwa. En plus, elle appuie les ménages bénéficiaires dans la valorisation de ces terres notamment à travers l'encadrement technique et la fourniture des intrants (outils aratoires, semences et animaux d'élevage notamment les chèvres et les vaches); (iii) Le développement socio-économique et le changement des mentalités des Batwa notamment à travers la conscientisation et la facilitation à la création et l'encadrement des groupes communautaires de solidarité (approche « Self Help Group ») ; et (iv) santé, notamment à travers la sensibilisation à la lutte contre le VIH/SIDA, la promotion de l'hygiène et assainissement. UCEDD travaille dans les provinces de Gitega, Karusi, Muyinga (commune Mwakiro) et Cibitoke.

- **ASSEJEB** : cette association a 10 ans d'existence et n'a pas de bureau physique. Ses interventions sont focalisées sur l'éducation des enfants et l'amélioration des conditions de vie de leurs parents. Au niveau de l'éducation, l'association a déjà permis à 500 jeunes Batwa d'accéder à l'école à travers la sensibilisation des parents, la fourniture du matériel scolaire (uniformes, cahiers, etc.) et du repas de midi (sous-forme de cantine scolaire), la construction d'une école dans un village habité par les Batwa en commune Muhanga (province Kayanza) et la formation des jeunes non scolarisés sur l'apprentissage des métiers (couture, menuiserie, vannerie). L'amélioration des conditions de vie des parents passe principalement par la promotion des activités agricoles (encadrement et fourniture d'intrants) ; l'amélioration de leur état de santé par l'octroi des CAM (leur permettant l'accès aux soins), la sensibilisation à la lutte contre le VIH/SIDA et la consommation des stupéfiants ; et la promotion des droits civils des Batwa à travers l'acquisition des cartes d'identité, l'inscription des enfants à l'Etat civil et la régularisation des mariages. ASSEJEB travaille dans les provinces de Kayanza (commune Muhanga, Gahombo et Kayanza) et de la Mairie de Bujumbura (zone Buterere).
- **AIDB** : Cette organisation a son siège à Bujumbura et travaille presque de la même manière et dans les mêmes domaines que l'UNIPROBA. Elle s'occupe essentiellement : (i) de la promotion des droits des Batwa, notamment le droit à la propriété foncière (plusieurs ateliers ont été organisés à travers le pays dans le cadre de conscientiser les Batwa sur l'abolition effective du système de servage) et le droit à l'éducation (distribution du matériel scolaire aux enfants qui sont à l'école) ; et (ii) de l'amélioration des conditions de vie des ménages Batwa notamment à travers la distribution des animaux pour le petit élevage et l'assistance aux démunis (distribution des habits, serviettes hygiéniques pour les femmes et filles, ustensiles de cuisines, etc.). A part les ateliers sur l'abolition du servage qui se sont déroulés dans toutes les provinces du pays, les autres activités sont de petite taille et se sont déroulées dans les provinces de Muyinga (commune Muyinga) et Kirundo (communes Kirundo et Ntega).

- **Leur intérêt et rôle potentiel à jouer**

Toutes les organisations consultées ont manifesté leurs intérêts à contribuer dans la mise en œuvre du plan en faveur des Batwa, élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du PRRPB. Leur rôle à jouer serait centré sur l'encadrement des communautés des Batwa bénéficiaires du projet. Leur intervention est jugée très importante du fait que les communautés Batwa prêtent plus de confiance aux leaders Batwa plus que les autres acteurs.

- **Méthode proposée pour la sélection d'une ODP**

Etant donné le nombre important des organisations des Batwa actuellement, il a été suggéré (par toutes les personnes rencontrées) qu'il serait plus juste que la sélection d'une ODP soit compétitive. Dans ce cas, les 11 organisations des Batwa seraient sollicitées par le PRRPB à proposer une offre de services sur base des termes de référence communs. Ainsi, le PRRPB sélectionnera la meilleure offre qui répond mieux aux critères d'évaluation.

7.2. Avec les Batwa dans les collines d'intervention du projet

Tous les échanges menés avec les communautés Batwa dans les collines d'intervention du projet ont commencé par la présentation du PRRPB et ont porté principalement sur : leur appréciation globale du projet y compris leurs inquiétudes éventuelles, leur situation socioéconomique actuelle, les propositions des interventions prioritaires du PRRPB en leur faveur. Les conclusions des échanges sont résumées dans les paragraphes qui suivent et les PV de quelques réunions sont en annexe (en Kirundi).

- **Appréciation globale du projet**

Les différents participants dans les consultations convergent que le projet est d'une grande importance du fait que les Batwa pourront bénéficier des activités du projet, notamment : l'accès à l'emploi temporaire lors des travaux en HIMO, l'acquisition des connaissances à travers les activités de renforcement des capacités communautaires prévues dans le cadre du projet, notamment à travers les structures des CEP, l'accès aux semences de qualité et aux animaux d'élevage pour améliorer la productivité de leurs terres surtout qu'elles sont exiguës ; la certification de leurs terres ce qui constitue un moyen de sécurité foncière, etc.

De part de leurs expériences du passé dans beaucoup de projets de développement et d'assistance aux vulnérables, les Batwa s'inquiètent que le PRRPB pourrait ne pas les impliquer suffisamment lors de la mise en œuvre. Le fait de venir les consulter leur donne un peu d'espoir mais il y a beaucoup d'acteurs qui viennent les consulter, dressent leurs listes mais ne reviennent plus ou quand ils reviennent, les bénéficiaires sont les Bahutu et les Batutsi de leur entourage. Ils ont sollicité qu'il serait important d'impliquer une des Organisations des Batwa comme l'UNIPROBA dans la mise en œuvre dudit plan.

- **Situation socioéconomique actuelle des Batwa dans les collines d'intervention**

Au niveau économique, les Batwa vivent essentiellement du travail journalier (comme ouvrier dans les champs des autres ou en exerçant d'autres activités diverses pour autrui notamment le transport des biens, la recherche du paillage pour les cultures de rente ou pour les étables des vaches, la recherche du fourrage pour le bétail, etc.). Ce genre de travail leur permet de gagner une somme variant de 1.500 à 2.000 BIF par jour (en fonction des communes). Pendant les périodes où le travail dans les champs est rare, les Batwa se rabattent sur d'autres activités alternatives telles que la recherche du bois mort dans les boisements privés. Ce bois est vendu comme bois de chauffe dans les ménages environnants. L'autre activité concerne la poterie qui est normalement exercée par les femmes. Ce métier est malheureusement en train de disparaître à cause de la rareté de l'argile et du fait que les pots sont de moins en moins sollicités dans la communauté. La majorité des Batwa de la zone du projet pratiquent également de l'agriculture. Certains élèvent des animaux d'élevage dont des vaches (quelques ménages dans les communes de Matongo et Isare) appartenant à autrui. Dans toutes les trois communes, il y a quelques individus Batwa qui sont membres des groupes communautaires de solidarité, épargne et crédit. Seulement, ces groupes se sont formés sans encadrement et n'évoluent pas comme il faut.

En ce qui concerne le foncier, tous les ménages Batwa des collines d'intervention disposent des terres mais de petites dimensions (variant de 3 à 14 ares). La majorité des terres ont été cédées par l'administration et d'autres ont été acquises de leurs anciens maîtres lors du servage. Pour les terres cédées par l'administration, seules les Batwa d'Isare disposent des lettres d'attribution. Aucun Mutwa de la zone du projet ne dispose de certificat foncier et la majorité se sent en insécurité foncière.

L'habitat est globalement de très mauvaise qualité. La majorité vit dans des maisons avec couverture en paille, d'autres vivent encore dans des huttes et très peu ont des maisons avec murs en briques adobes et toitures en tôles ou tuiles.

Au niveau de l'éducation, il a été rapporté que beaucoup d'enfants, presque la totalité commencent l'école primaire mais très peu parviennent à continuer jusqu'au bout. Dans les trois communes visitées, aucun n'a déjà franchi la formation universitaire. Les raisons d'abandons sont principalement le manque de matériels scolaires (Uniformes et cahiers), le manque d'argent que certaines écoles exigent (surtout dans la commune d'Isare), l'insuffisance de nourriture et la recherche de l'argent complémentaire pour les enfants qui commencent d'avoir la force physique (souvent à partir de la 5^{ème} année primaire).

En termes de santé, les Batwa vivent dans des mauvaises conditions d'hygiènes (souvent sans toilettes ou avec des latrines non appropriées) et l'inaccessibilité aux soins de santé. La presque totalité des ménages rencontrés ne dispose pas de CAM.

Dans toutes les communes, les Batwa ne déménagent plus comme dans le passé. Ils ont désormais un domicile fixe. Partout, la cohabitation avec les autres communautés ethniques est positivement appréciée, ils s'entraident lors des événements heureux et malheureux, des mariages mixtes deviennent de plus en plus nombreux, le partage de boisson est monnaie courante.

La mentalité des Batwa est encore dominée par le sentiment de mendicité ou d'attente à des aides extérieures et très peu s'engagent véritablement dans leur auto-développement ou auto-prise en charge. Ils vivent au jour le jour et ne pensent pas au lendemain : s'ils obtiennent des aides ou des opportunités de gagner des revenus supplémentaires, la tendance est de tout consommer le même jour. Les biens dont ils reçoivent comme aides, sont souvent revendus à des prix insignifiants, y compris des parcelles et mêmes des maisons (dans certaines localités). Les Batwa de la commune Matongo semblent relativement plus évolués à ce sujet, comparés à ceux des commune Isare et Buhinyuza.

- **Proposition des interventions prioritaires**

Les interventions suivantes ont été suggérées par les Batwa consultés comme étant prioritaires pour les aider à amorcer un processus de développement :

- **Changement positif des mentalités** : les Batwa ont besoin d'être éduqués, sensibilisés et accompagnés d'une manière très rapprochée pour qu'ils changent leurs attitudes d'infériorité. Cela leur permettrait d'avoir confiance en soi (estime de soi) et de planifier leur avenir comme les autres. Selon eux, la majorité des appuis dont ils sont quelques fois bénéficiaires n'intègrent souvent pas cette dimension pourtant très importante. Il serait mieux que la conscientisation se fasse au niveau des collines et qu'il y ait un accompagnement des ménages individualisés avec des visites fréquentes à domicile.
- **Acquisition du travail et éducation à l'épargne** : les Batwa demandent que le projet fasse tout pour que chaque ménage puisse avoir du travail lors de la mise en œuvre du projet. En même temps, il faudra qu'il y ait un programme d'éducation et accompagnement pour les aider à réaliser l'épargne, particulièrement à travers des groupes communautaires de solidarité, d'épargne et crédit.
- **Amélioration de l'habitat** : Les Batwa sollicitent des aides en tôles, clous, des portes et fenêtres ainsi que des maçons. Eux-mêmes fabriqueraient des briques et feraient le service d'aide-maçon. Si de telles aides ne sont pas disponibles ou éligibles dans le cadre du PRRPB, il faudrait instaurer un système d'épargne (pour ceux qui seront employés dans les travaux du projet) qui permettrait de toucher une partie des rémunérations et que l'autre partie soit utilisée pour s'acheter du matériel de construction.

- **Développement agricole et pastorale** : Bien que les Batwa disposent des terres très exiguës, chacun dispose d'au moins une partie qui porte ou pouvant porter des cultures. La productivité est très faible par manque de semences, de bonnes techniques et de fertilisants. Ils estiment qu'une fois acquises les bonnes techniques, les bonnes semences et de la fumure, il y a moyen d'augmenter la productivité de leurs terres et compléter leurs sources d'alimentation. Certains Batwa se jugent capables de pratiquer l'élevage de vache (certains en ont déjà de l'expérience), d'autres seraient plus aptes à pratiquer l'élevage de chèvres et/ou de porcs.
- **Appui à l'éducation des enfants Batwa** : les appuis nécessaires concernent l'acquisition des uniformes et du matériel scolaire.

Photo 7 : Quelques images illustrant les réunions communautaires avec les Batwa

Buhinyuza



Isare



Matongo



8. Impacts potentiels du projet sur la population Batwa

8.1. Impacts positifs et mesures de renforcement

- **Acquisition des emplois dans le cadre du projet:** La mise en œuvre du projet telle que prévue va exiger des travaux en HIMO, notamment pour les investissements visant le contrôle de l'érosion et la restauration / protection des aires protégées. Etant donné que ce genre de travail n'exige pas beaucoup de main-d'œuvre qualifiée, les Batwa actifs sont tous éligibles. Il sera nécessaire que les gestionnaires du projet exigent que les Batwa (hommes et femmes) des zones du projet soient pris en compte dans le recrutement, à au moins une personne par ménage. Il sera nécessaire d'accompagner les Batwa bénéficiaires de ces emplois pour une gestion rationnelle des rémunérations, notamment dans la mise en place des systèmes leur permettant d'épargner et d'accéder aux crédits.
- **Bénéficiaires directs de certaines actions du projet :** Compte tenu de leur situation structurelle et conjoncturelle, les Batwa sont naturellement ceux qui vont bénéficier le moins du projet parce que ne disposant pas assez de terres exploitables. Toutefois, certains bénéficiaires sont escomptés si les Batwa sont spécifiquement ciblés. Il s'agit notamment des actions suivantes:
 - **Le renforcement des capacités :** le projet prévoit, entre autres, de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des communautés dans la zone d'action. Il a été constaté que les Batwa de la zone du projet, ne sont pas organisés. Ainsi, à travers ses actions, le projet pourra contribuer à ce que les Batwa soient organisés ou soient intégrés en associations et à l'acquisition des connaissances dans les domaines ciblés par le projet. Les Batwa pourront être intégrés dans les groupements de gestion forestière prévus dans le cadre du projet, et bénéficier des avantages y relatifs au même pied d'égalité que les autres composantes de la société.
 - **L'accès aux animaux d'élevage :** le projet prévoit d'offrir des animaux d'élevage (bovin) dans le cadre de promouvoir la fertilité des sols et des activités génératrices de revenus. A travers les consultations réalisées dans les communautés Batwa, cette intervention peut intéresser la totalité des ménages. Presque la totalité des Batwa ont déjà de l'expérience dans l'élevage de chèvre, certains dans l'élevage de porc et d'autres encore dans l'élevage de vache. Dans toutes les communes d'intervention, les Batwa rencontrés ont sollicité des appuis en élevage. Il faudra donc s'assurer que les Batwa sont spécifiquement ciblés parmi les bénéficiaires de ce volet du projet. En plus, compte tenu des habitudes de revendre les biens reçus, remarquées dans certaines localités des Batwa dans Buhinyuza et Isare, il sera nécessaire d'accompagner l'octroi des animaux par des activités d'encadrement pour que l'élevage réussisse.
 - **Production et installations des cultures pérennes :** le projet prévoit de former des bénéficiaires sur le développement des pépinières et d'octroyer des matériels de plantation des cultures pérennes, notamment le bananier, les agro-forestiers, les fruitiers, le caféier, etc. Les Batwa pourront être formés dans les techniques de production des plants en pépinière et en devenir des pépiniéristes qualifiés et gagner des revenus dans la production et vente des plants. En plus, ils peuvent avoir besoin de ce genre de plants dans leurs propres champs (bien que de petite dimension). Ici aussi, il faudra se rassurer que les ménages Batwa de la zone d'intervention soient consultés pour identifier les besoins de chacun, en termes de qualité et de quantité de plants. S'ils reçoivent de formation et d'encadrement appropriés, certains Batwa peuvent même devenir des pépiniéristes.
 - **La certification foncière :** comme constaté lors des consultations, les Batwa de la zone du projet disposent des lopins de terres acquis soit de la part de l'administration (beaucoup d'entre eux) ou de leurs anciens maîtres. Seuls les Batwa de la commune Isare disposent des documents d'attribution de leurs terres mais aucun Mutwa de la zone du Projet n'a pas encore de certificat foncier. Le projet pourra donc appuyer les Batwa dans la certification de leurs terres ce qui constitue un grand facteur de sécurité foncière et de stabilisation. A cause de leur ignorance dans le domaine, il sera nécessaire que les Batwa soient sensibilisés et accompagnés d'une manière spécifique.

Tableau n°3 : Synthèse des impacts positifs et mesures de renforcement

Impacts positifs		Mesures de renforcement
Acquisition des emplois dans le cadre du projet		<ul style="list-style-type: none"> • Il faudra garantir qu'au moins une personne par ménage soit recruté dans les travaux HIMO (soit un total d'au moins 413 personnes). • Sensibiliser les employés Batwa à l'épargne et instaurer un système de paiement qui permet d'épargner une partie des rémunérations pour des investissements familiaux notamment l'amélioration de l'habitat.
Bénéficiaires directs de certaines actions du projet	Renforcement des capacités	Veiller à ce que les Batwa soient partie prenante de différentes formations prévues dans le cadre du projet et participent activement dans les associations et groupements à constituer lors de la mise en œuvre du projet
	Accès aux animaux d'élevage	Organiser des actions spécifiques de formation et de sensibilisation des Batwa en rapport avec les techniques d'élevage et de stabulation permanente et offrir des animaux d'élevage adaptés aux capacités de chaque ménage.
	Production et installations des cultures pérennes	Impliquer les Batwa (qui le veulent) dans des formations de pépiniéristes (pour les plants forestiers, agro-forestiers et caféiers) et garantir que les ménages Batwa font partie des bénéficiaires des plants au même titre que les autres.
	Certification foncière	Mener un plaidoyer pour que tous les ménages Batwa bénéficiaires des terres de l'Etat aient des documents d'attribution ; et que tous les ménages acquièrent des certificats fonciers.

8.2. Impacts négatifs et mesures d'atténuation

Compte tenu de la qualité des activités du projet, les effets négatifs sur les Batwa sont jugés de moindre importance. Les effets négatifs identifiés sont des risques potentiels que les Batwa peuvent subir suite à la mise en œuvre du projet. Il s'agit essentiellement des risques suivants :

- **Risque de renforcement du phénomène d'abandon scolaire** : Parmi les facteurs d'abandon scolaire chez les communautés Batwa figurent la recherche du travail pour les jeunes qui atteignent 15-16 ans (étudiant souvent entre la 5^{ème} et la 6^{ème} primaire). Les activités en HIMO prévues dans le cadre du projet constitueront une source potentielle du travail pour ces jeunes et pourront servir de motif pour abandonner l'école et profiter de cette opportunité. Les autorités locales, l'ODP, les gestionnaires du projet et les entreprises en charge des travaux devront tirer attention à ce que des jeunes scolarisés ne soient pas recrutés. En plus, le Projet pourrait appuyer les ménages Batwa dans l'acquisition du matériel scolaire pour leurs enfants.
- **Risque de réduction de la taille des parcelles des Batwa** : Compte tenu de l'approche paysagère qui sera promue dans le projet, particulièrement en ce qui concerne les investissements de lutte contre l'érosion, il se pourra que des aménagements de terrasses radicales recourent des lopins de terres des Batwa. Compte tenu de l'emplacement actuel des parcelles des Batwa, ce risque est seulement prévisible en commune Isare où certains Batwa ont des terres en pente très forte et en dehors des habitations. Le cas échéant, il faudra appuyer les propriétaires des parcelles concernées en fumures organiques les rendant plus productives pour compenser les pertes.
- **Risque de discrimination à l'encontre des Batwa lors du recrutement des travailleurs** : pour la réalisation de certains travaux éligibles dans le cadre du projet, il est envisageable de faire appel aux Travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO). Lors des consultations communautaires, les Batwa de toutes les trois communes ont mentionné que souvent ils ne sont pas pris en compte ou ne sont pas informés lors de tels recrutements. L'ODP

devra veiller à ce que les Batwa soient informés du processus de recrutement et qu'au moins une personne par ménage des collines concernées soient recrutée.

- **Risques liés au genre** : lors de la mise en œuvre du projet, il y aura risque que les femmes et filles Batwa ne soient pas suffisamment prises en compte lors de l'identification des bénéficiaires, surtout lors des recrutements de la main-d'œuvre, ce qui renforcerait des sentiments d'exclusion au niveau de leur communauté. En plus, il pourrait y avoir un risque de viols sur chantier des femmes et filles Batwa, particulièrement suite aux stéréotypes et au flux du mouvement de la main-d'œuvre venant d'ailleurs à la recherche du travail. Ainsi, des risques de contamination des maladies sexuellement transmissibles et des cas de grossesses non désirés sont à craindre. Il sera nécessaire d'organiser des séances de sensibilisation des Batwa, particulièrement les femmes et filles sur la sexualité responsable et les méthodes de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles dont le VIH/SIDA.
- **Risque de gaspillage des revenus gagnés à travers le projet** : comme déjà décrit, les Batwa ont tendance à dépenser tout l'argent qu'ils reçoivent sans se soucier du lendemain. Il sera nécessaire qu'ils apprennent et soient bien accompagnés pour développer des mécanismes d'épargner une partie des revenus acquis et des groupes de solidarité, épargne et crédit communautaire.

Tableau n°4 : Synthèse des impacts négatifs et mesures d'atténuation

Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Risque de renforcement du phénomène d'abandon scolaire suite aux travaux HIMO	<ul style="list-style-type: none"> • L'ODP, les gestionnaires des projets au niveau des provinces et les entreprises d'exécution devront veiller à ce qu'il n'y ait pas des jeunes scolarisés qui soient recrutés dans la réalisation des travaux ; • Le projet pourra appuyer les ménages Batwa dans l'acquisition du matériel scolaire de leurs enfants, pendant la durée du projet.
Risque de réduction de la taille des parcelles des Batwa suite à l'aménagement des terrasses radicales (prévisible uniquement en commune Isare)	Le cas échéant, appuyer les ménages concernés dans l'acquisition de la fumure en quantité suffisante pour rendre les terres terrassées plus productives.
Risque de discrimination à l'encontre des Batwa lors du recrutement des travailleurs	L'ODP devra veiller à ce que les Batwa soient informés du processus de recrutement et qu'au moins une personne par ménage des Batwa des collines concernées soient recrutée.
Risques liés au genre : viols, transmission des maladies sexuellement transmissible et grossesses non désirées	Sensibilisation des Batwa, particulièrement les femmes et filles, sur la sexualité responsable et les méthodes de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles dont le VIH/SIDA.
Risque de gaspillage des revenus gagnés à travers le projet	Formation et accompagnement des Batwa sur l'épargne et la création des groupes de solidarité, épargne et crédit communautaire.

9. Plan d'action en faveur des Batwa

9.1. Problèmes majeurs et action envisagées pour les résoudre

Les problèmes à résoudre mentionnés ici sont ceux identifiés ensemble avec les Batwa lors des séances de consultation organisées dans les collines d'intervention du projet. Il s'agit des problèmes suivants :

- **Esprit de mendicité (dépendance) et de vivre au jour le jour** : Suite aux conditions particulières de vulnérabilité et de pauvreté, les Batwa ont bénéficié de pas mal d'aides humanitaires depuis plusieurs années, surtout pendant les périodes de crise sociopolitique qu'a connues le Burundi. Jusqu'actuellement, il y a toujours des ONGs et des associations qui travaillent dans l'humanitaire en faveur des Batwa qui essaient de mobiliser des aides en leur faveur. Aussi, des aides ponctuelles sont données quelques fois par le Ministère ayant la solidarité dans ses attributions. Ainsi, les Batwa ont développé un esprit de dépendance vis-à-vis des aides humanitaires. Cet esprit s'est tellement développé que certains Batwa ont peur de mener des actions de développement de peur d'être exclus sur la liste des vulnérables (donc des bénéficiaires des aides). En outre, les Batwa ont toujours la mentalité de vivre au jour le jour. Même s'il arrive à certains Batwa d'avoir des opportunités de gagner plus d'argent ou de bénéficier des aides consistantes, ils les consomment dans l'immédiat sans penser au lendemain, pour eux « à chaque jour suffit sa peine ». Presque partout, les biens reçus par les ménages Batwa sont souvent revendus, y compris des animaux d'élevage, des parcelles et des maisons. Par exemples : (i) en commune Buhinyuza, dans la sous-colline de Mbizi (colline Nyarunzi), 80% des Batwa bénéficiaires des parcelles et maisons les ont déjà vendues. En plus, l'ONG World Vision a exécuté un projet de transfert d'argent à 40 ménages Batwa pendant 6 mois en 2019. Suite aux directives de cette ONG, 36 ménages se sont achetés des chèvres (de l'argent reçu), mais après la clôture du projet, seulement 1 ménage en dispose encore (soit 2,7%); (ii) en commune Isare, l'ONG « Cord » a appuyé les Batwa pendant 3 ans (2016 – 2018) notamment en offrant des chèvres aux ménages. Actuellement, sur les 182 ménages bénéficiaires de ces chèvres, seulement 4 en ont toujours (soit 2,19%). Il est donc difficile que des projets d'appui aux ménages Batwa aient de succès s'ils ne bâtissent pas sur le changement positif des mentalités. D'après les informations reçues des parties prenantes consultées, cet aspect de changement des mentalités n'avait pas été suffisamment pris en compte dans la mise en œuvre des projets précédents.
- **Insuffisance des moyens de subsistance** : comme déjà mentionné, les Batwa vivent principalement du revenu qu'ils gagnent dans des travaux journaliers estimé à une moyenne de 0,3\$ par jour et par personne, ce qui traduit une situation d'extrême pauvreté. La plupart des Batwa ont des lopins de terre de petites superficies dans lesquelles ils exercent des activités agricoles mais avec un faible rendement suite à l'infertilité des terres, au manque de fertilisants, de semences et de techniques adéquates. D'autres ne parviennent même pas à exploiter leurs petites terres par manque de temps parce qu'ils passent tous leurs temps à la recherche du travail pour trouver à manger. Ainsi, les Batwa n'ont pas assez à manger, n'ont pas d'accès aux soins de santé et leurs enfants étudient difficilement avec beaucoup de cas d'abandons.
- **Habitats indécents** : Pour la plupart des Batwa, l'habitat est très précaire et insalubre. Il se compose d'une hutte circulaire de petites dimensions (plus ou moins trois mètres carrés sur un mètre et demi de haut) qui abrite des familles de plus de quatre personnes, parents et enfants (de tout sexe) dorment ensemble, par terre et souvent sans couverture. Les huttes sont souvent faites d'arbustes, de branchages, de paille ou de feuilles de bananier. Pareil habitat ne protège pas contre les intempéries et est souvent emporté par le feu ou par le vent. Ainsi, l'accès à l'hygiène n'est pas assuré et la plupart des ménages sont sans latrines. Il serait donc très difficile de réussir d'autres projets si les conditions d'habitation restent comme telles.

- **Insécurité foncière** : Comme déjà annoncé, la majorité des Batwa de la zone du projet vivent sur des terres qu'ils ont acquises, soit de l'administration, soit de leurs anciens maîtres (d'avant l'abolition du servage). A part les Batwa de la commune Isare qui disposent des attestations d'attribution, les autres ne disposent aucun papier attestant leurs propriétés. Même ceux d'Isare ne disposent pas de certificat foncier. Ainsi, les ménages Batwa de la zone du projet se sentent en insécurité foncière.
- **Taux d'abandon scolaire très élevé** : il a été constaté que le problème de scolarisation des enfants Batwa est observé dans toutes les collines. Les enfants commencent l'école mais ne parviennent pas à y rester, essentiellement à cause du manque de matériel scolaire (uniformes et cahiers) et de la faim. Dans certaines collines où on a eu des chiffres, le taux d'abandon scolaire à l'école fondamentale atteint 47,36%.

9.2. Solutions proposées / actions à mener

Pour amorcer la résolution des problèmes ci-haut décrits, les actions suivantes sont proposées

- **Action 1 : Recrutement / contractualisation d'une organisation « Opérateur de proximité » (ODP) chargée de l'encadrement de proximité des Batwa.** Cette organisation jouera un rôle très important dans l'organisation, l'encadrement, le coaching et la gestion des plaintes des Batwa de la zone du projet. Il serait de grande importance si l'ODP est recrutée parmi les organisations des Batwa. Elle serait chargée notamment de : (i) Sensibiliser les Batwa (au niveau des collines) sur les interventions du projet, les encadrer et les accompagner pour se préparer à en bénéficier ; (ii) Planifier les appuis spécifiques des Batwa dans les interventions du projet qui les intéressent à savoir : le nombre d'emplois à recruter pour des activités à HIMO et la gestion des aires protégées ; les besoins en renforcement des capacités en techniques agricoles via les « champs école paysans/Producteurs » communautaires ; les animaux d'élevage nécessaires et leurs bénéficiaires Batwa ; le nombre et les types des cultures pérennes (forestiers, agro-forestiers, caféiers) nécessaires pour les Batwa ; le nombre de ménages sollicitant les services fonciers communaux, etc. ; (iii) Veiller à ce que les besoins planifiés soient réellement réalisés ; (iv) Encadrer les ménages Batwa dans un processus de changement positif des mentalités et un bon usage des appuis du projet; (v) Veiller à ce que des enfants et jeunes scolarisés Batwa ne soient pas recrutés dans les travaux du projet (notamment ceux à HIMO et la gestion des aires protégées) exception faite pendant les vacances ; (vi) Sensibiliser les ménages Batwa sur les dangers d'un habitat indécemment et les avantages comparatifs d'habitat décent (ceci pour se préparer à la construction des maisons adéquates) ; (vii) Sensibiliser les Batwa et les accompagner dans la construction et le bon usage des latrines ; (viii) Préparer des rapports spécifiques des appuis du projet en faveur des Batwa ; (ix) Servir de trait de liaison et de communication entre le projet et les communautés des Batwa.
- **Action 2. : Sensibilisation et coaching de proximité.** Pour que les Batwa puissent évoluer positivement en termes de mentalité, il faudra organiser beaucoup de séances de sensibilisation au niveau des collines et sur différents thèmes en rapport avec le développement personnel et familial, l'hygiène et assainissement, l'alimentation équilibrée, la notion d'épargne et d'autopromotion, etc. En plus de ces séances de sensibilisation, il faut les accompagner par des visites régulières à domicile pour discuter avec chaque ménage et donner plus de coaching en ce qui concerne la mise en pratique des discussions faites lors des séances collinaires et en tenant compte du contexte spécifique du ménage. Par exemple, l'animateur pourrait entraîner le ménage à planifier ses étapes de développement sur une certaine période (par exemple en développant une vision sur 3 ans) et l'aider à réfléchir de comment exécuter ce plan. Dans la suite, continuer le coaching et l'accompagnement dans son exécution.
- **Action 3. : Création et encadrement des groupes de solidarité, épargne et crédit communautaire.** Ce genre de groupes communautaires est fréquent dans plusieurs localités du pays. Même dans les zones du projet, il a été

rapporté qu'il existe quelques groupes mais qui ne sont pas encadrés suffisamment. Déjà dans toutes les communes, il y a quelques Batwa qui en font partie. Cela constitue une opportunité sur laquelle on pourra se baser. Là où de tels groupes sont bien encadrés, ils constituent un grand outil de changement positif des mentalités, d'autonomisation économique (principalement pour les femmes et les jeunes) et d'épanouissement social et culturel. Le fonctionnement de ces groupes repose sur la création de petits groupes (souvent de 20 à 25 personnes) dont les membres sont dans des situations socioéconomiques similaires. Les membres de chaque groupe bénéficient (ensemble) d'une formation de base et élaborent un règlement d'ordre intérieur (sous la facilitation d'un encadreur) avant le démarrage des activités. Par après, ils se rencontrent à périodicité constante (une fois la semaine ou une fois les deux semaines). Pour chaque rencontre, ils font des épargnes (montant convenu qui est à la portée des membres), s'octroient des crédits (sur base des épargnes réalisées) pour initier ou renforcer des activités génératrices de revenus et cotisent pour constituer un fonds de solidarité pour venir en aide aux membres lors des événements heureux ou malheureux. La mise en œuvre de cette activité exige une formation préalable des animateurs ainsi que l'acquisition du matériel minimum de démarrage pour chaque groupe (un registre, une latte, 4 casseroles, une caissette, quelques enveloppes et stylos par groupe). Il existe des ONGs Burundaises qui se sont spécialisées dans ce genre d'activités et qui peuvent dispenser de telle formation.

- **Action 4 : Création des emplois pour les ménages Batwa.** Cette action sera réalisée à travers le recrutement des Batwa dans le cadre de la mise en œuvre des activités de HIMO prévues par PRRPB notamment celles de restauration du paysage (aménagement des terrasses radicales et progressives ; production des plants forestiers, agro-forestiers et caféier, bio-ingénierie) ainsi que des activités de restauration et de gestion des aires protégées. Etant donné que les Batwa ne sont pas nombreux, il faudra garantir qu'au moins une personne par ménage soit recrutée dans ce genre de travaux. L'ODP devra intensifier les activités de sensibilisation, de coaching et de promotion des groupes de solidarité, épargne et crédit communautaires auprès des bénéficiaires de ces emplois. Cela permettra à ce que l'argent acquis serve pour la nourriture, l'acquisition des CAM et pour d'autres projets de développement familial. Une partie de la rémunération pourrait être épargnée pour servir d'achats des équipements familiaux notamment des tôles ou tuiles pour la construction des maisons décentes.
- **Action 5 : Amélioration de la production agricole dans les lopins de terres des Batwa.** Bien que les Batwa aient de petites terres, il y a moyen de les rentabiliser en améliorant les connaissances techniques et accédant aux intrants qu'il faut (fumure et semences de qualité). Pour réaliser cette activité, il faudra veiller à ce que les ménages Batwa bénéficient des activités déjà prévues dans le cadre du PRRPB concernant le renforcement des connaissances des agriculteurs à travers l'approche « Champ école paysan/producteur (CEP) », l'octroi des animaux d'élevage et des semences ou matériel de plantation de bonne qualité. Les animaux d'élevage sollicités par les Batwa sont ceux déjà prévus dans le cadre du PRRPB à savoir les vaches². Il faudra veiller à ce que les bénéficiaires de ces animaux soient formés sur les techniques de base en rapport avec l'entretien, l'alimentation et la stabulation permanente. Pour les CEP, le projet prévoit de former des moniteurs Agricole des Collines en tant que facilitateurs des CEP et un agriculteur par groupe d'agriculteurs issu du CEP en tant qu'animateur paysan CEP. Il sera de grande importance si des Batwa ayant des compétences requises puissent être formés comme animateurs paysans (au moins 2 par colline, un homme et une femme).
- **Action 6 : Appui à la certification foncière des Batwa propriétaires des terres.** Cette action inclue des activités de plaidoyer en faveur des Batwa des communes Matongo et Buhunyuza pour que les bénéficiaires des terres attribuées par l'administration puissent en avoir des attestations y relatives. Il s'agira ensuite d'accompagner tous les ménages Batwa dans le processus d'enregistrement de leurs terres auprès des guichets fonciers communaux,

² Lors des visites de terrain, il a été constaté qu'il y a quelques ménages des Batwa ayant déjà de l'expérience dans l'élevage de vaches, surtout en communes Isare et Matongo.

qui aboutira à l'acquisition des certificats fonciers. L'ODP sera d'une très grande importance pour la conduite de cette action.

- **Action 7 : Appui à la scolarisation des enfants Batwa.** Il est proposé que le PRRPB appuie la scolarisation des enfants Batwa pendant toute la durée de mise en œuvre de ce plan. En effet, les effets positifs des autres appuis commenceront à se faire sentir significativement pendant la deuxième année. Ainsi, à partir de la troisième année, les Batwa pourront être capables de prendre en charge la scolarisation de leurs propres enfants. Le soutien ici concerne essentiellement le matériel scolaire (Uniformes, cahiers et autres). Afin de ne pas créer des jalousies auprès des autres communautés ethniques, il serait important que ces appuis passent à travers l'ODP qui en fera également le suivi.

9.3. Plan d'actions et budget estimatif

Tableau n°5 : Plan et budget estimatif

Activités	IOV	Coût (en \$)	Justification des coûts
1. Recrutement d'une organisation « Opérateur de proximité » chargé de l'encadrement de proximité des Batwa (ODP)	Un ODP est recruté pour une période de 3 ans, avec au moins 4 personnes affectées à la mise en œuvre du plan (à temps plein: 1 Superviseur et 3 animateurs communaux) ; et 3 personnes d'appui (à temps partiel : Directeur, Responsable administratif et financier et Secrétaire comptable)	164.572	Voir budget détaillé en annexe (annexe 1)
2. Sensibilisation et coaching de proximité en faveur des ménages Batwa	<ul style="list-style-type: none"> • Les 3 animateurs et le superviseur sont bien formés sur les techniques d'animation et de coaching portant sur des thèmes visant le changement des comportements • Au moins une réunion collinaire est organisée par trimestre sur un thème donné, avec PV et liste des participants. • Chaque ménage est visité au moins une fois par trimestre, pour le coaching et suivi, un cahier des visites avec date et signature du ménage visité. 	3.000	Il s'agit des coûts de formation de 4 personnes (3 animateurs et le superviseur) pendant plus ou moins 4 jours
3.Création et encadrement des groupes de solidarité, épargne et crédit communautaire	3 animateurs communaux et le superviseur sont bien formés sur l'approche de création et encadrement des groupes de solidarité, épargne et crédit communautaire	3.000	Il s'agit des coûts de formation des 4 personnes (pendant plus ou moins 4 jours)
	15 groupes de solidarité sont créés (4 à Buhinyuza, 7 à Isare et 4 à Matongo), ont acquis le kit de matériel de démarrage et sont fonctionnels	750	On estime un kit de 50 \$ par groupe
4.Création des emplois pour les ménages Batwa	Au moins 413 Batwa (112 à Buhinyuza, 193 à Isare et 108 à Matongo) ont été recrutés dans les travaux de HIMO de restauration du paysage	Pas de coût spécifique	Les coûts sont imputables dans les coûts des travaux du PRRPB
5. Amélioration de la production agricole chez les Batwa	413 ménages ont bénéficié des animaux d'élevage, des semences de qualité et de la formation sur des techniques agricoles et pastorales	206.500	On estime un appui moyen de 500 \$ par ménage
6.Appui à la certification foncière des Batwa	413 ménages disposent des certificats fonciers de leurs terres	16.520	On estime une moyenne de 40 \$ par ménage (confer CPPA)
7.Appui à la scolarisation des enfants Batwa	Plus ou moins 1.239 enfants sont appuyés en matériels scolaires dont les uniformes (moyenne de 3 enfants par ménage)	92.925	On estime 25 \$ par enfant et par an, pendant 3 années scolaires ³
Total des coûts directs			487.267
Imprévus de 10%			48.727
Total à prévoir			535.994

³ Il est prévu que le projet clôture au 14 mars 2023.

10. Mécanismes de suivi – évaluation

Le suivi régulier de la mise en œuvre de ce plan spécifique en faveur des Batwa dans le cadre du PRRPB est confié à une ODP (ONG spécialisée dans l'encadrement des Batwa). Des missions de suivi-évaluation seront organisées tous les mois et des rapports y relatifs devront être produits et classés. En plus, des rapports périodiques (trimestriels et annuels) devront être produits et envoyés à l'UCP. Les informations de ces rapports seront donc intégrées dans les rapports périodiques de suivi-évaluation de tout le projet. Les experts chargés de suivi-évaluation (niveau provincial et national) et des questions sociales du projet devront donc assurer des liens étroits de collaboration avec l'ODP.

Le Suivi-évaluation de ce plan devra s'intégrer dans le cadre global du suivi-évaluation du projet pour mesurer les progrès réalisés/atteints en faveur des groupes vulnérables dont les Batwa. Cette stratégie permettra de renseigner sur le déroulement des activités retenues dans ce plan et les difficultés rencontrées pour y apporter des solutions adaptées et rapidement. A titre d'exemple, le processus de suivi-évaluation permettra de connaître le nombre de Batwa ayant bénéficié des emplois pour les travaux de terrassement, le nombre de Batwa recrutés pour des activités de gestion des aires protégées, le nombre de ménages ayant bénéficié des animaux d'élevage, des intrants agricoles, des formations diverses, etc. Aussi, le mécanisme de suivi-évaluation pourra renseigner sur des effets induits des activités du projet aux Batwa, par exemple, combien de ménages Batwa qui se seront construit des maisons ou s'acheter des terrains, combien de ménages Batwa qui auront acquis des CAM, combien de ménages Batwa ayant acquis des certificats fonciers, etc. Le tableau suivant montre les indicateurs de performance de ce plan à travers les composantes du projet.

Tableau n°6 : Indicateurs de performance par composante du projet

Composantes du projet	Indicateurs de performance
Composante 1 : Développement institutionnel et renforcement des capacités pour la restauration des paysages	Non applicable
Composante 2 : Pratiques de gestion durable du paysage	
Sous-composante 2.1 : Restauration des paysages et lutte contre l'érosion	Nombre de Batwa ayant participé dans les réunions de consultation / sensibilisation
	Nombre de Batwa ayant bénéficié des emplois dans les travaux de terrassement
	Nombre de plaintes / réclamations soumises par les Batwa
Sous-composante 2.2 : Pratiques améliorées de production des cultures (y compris le caféier)	Nombre de Batwa ayant participé dans les réunions de consultation / sensibilisation
	Nombre de Batwa ayant participé dans les groupes de CEP
	Nombre de ménage Batwa ayant bénéficié des appuis productifs (semences, matériel de plantation, animaux d'élevage)
	Nombre de Batwa formés à l'établissement de pépinières
Sous-composante 2.3 : La certification foncière	Nombre de plaintes / réclamations soumises par les Batwa
	Nombre de Batwa ayant participé dans les réunions de consultation / sensibilisation
	Nombre de ménages Batwa disposant des certificats fonciers
Composante 3 : Amélioration de la gestion des zones protégées et des réserves naturelles	Nombre de ménages Batwa ayant acquis des certificats fonciers, etc.
	Nombre de Batwa ayant participé dans les réunions de consultation / sensibilisation

	Nombre de Batwa recruté pour les activités de gestion des aires protégées concernées (entretien, garde, guide touristique, plantation des arbres, etc.)
	Nombre de ménages Batwa ayant participé dans les séances de sensibilisation / éducation sur la biodiversité et la faune
	Nombre de Batwa (ou groupements de Batwa) ayant bénéficié des moyens de subsistance alternatifs fournis par le Projet suite à la restriction d'accès aux aires protégées
	Nombre de plaintes / réclamations soumises par les Batwa
Composante 4: Contingence d'interventions d'urgence	Nombre de Batwa ayant participé dans les réunions de consultation / sensibilisation
	Nombre (ou %) de Batwa ayant bénéficié des interventions d'urgence (au cas où la composante est déclenchée).
	Nombre de plaintes / réclamations soumises par les Batwa
Composante 5 : Gestion du projet, communications et suivi	Nombre et régularité de la production des rapports de mise en œuvre du plan

11. Diffusion du plan

Le contenu du présent document sera vulgarisé en langue locale, dans la zone du projet, dans les régions accessibles aux Batwa et publié sur le site externe de la Banque Mondiale.

Annexes

Annexe 1 : Détail de base de calcul du budget pour l'ODP

Tableau 7 : Base de calcul du budget pour l'ODP - Batwa

Rubrique	Unité	Quantité	Année1		Année2	Année3	Total pour les 3 ans	
			CU	CT				
Personnel	Coordinateur (30% du salaire)	mois	12	777516	777793	777907	7771024	777777711723
	Secrétaire-comptable (30% du salaire)	mois	12	777711	777328	777367	777408	77777777103
	Superviseur (12 temps plein)	mois	12	777527	777321	777511	777706	7777777719539
	Animateurs communautaires (321 temps plein)	mois	36	777769	7773275	7773673	7774083	7777777741032
	RAF (30% du salaire)	mois	12	777784	777314	777516	777621	7777777710551
	Sous-total personnel				282130	28974	29344	7777777736948
Logistique (fonctionnement)	Ordinateur du superviseur	ordinateur	1	777500	777500	0	0	77777777500
	Motos pour les animateurs	motos	3	777638	7772915	0	0	7777777722915
	Entretien et assurance motos (pour 3 motos)	mois	12	777753	777632	777632	777632	777777771896
	Carburant pour les motos (5 litres par moto et par mois)	mois	12	777794	777323	777323	777323	777777775969
	Location véhicule pour les descentes du superviseur (10 jours par mois)	mois	12	777527	777321	777321	777321	7777777718964
	Carburant pour le véhicule de location (280 litres par mois)	mois	12	777754	777248	777248	777248	7777777712744
	Consommables	mois	12	777732	777580	777580	777580	777777771741
	Communication	mois	12	777705	777264	777264	777264	777777773793
	Contribution pour location bureau (30% des frais de loyer)	mois	12	777742	777707	777707	777707	77777777520
	Sous-total logistique				1291	8076	8076	777777777544
Total des coûts				69622	7051	7920	7777777764592	

Annexe 2 : Listes de personnes rencontrées (en dehors des réunions collinaires des Batwa)

- Ndikumana Evariste : Représentant Légal de l'ASSEJEBBA
- Bambanze Vital : Directeur Exécutif de l'UNIPROBA
- Sindizera Séverin : Directeur Exécutif de l'AIDB
- Habimana Léonard : Représentant légal de l'ADRSEPAL
- Mawikizi Innocent : Directeur Exécutif de l'UCEDD
- Mvuyekure Juma : Chef d'antenne UNIPROBA en commune Buhinyuza
- Ntinesha Philippe : Chargé de Suivi – évaluation du PRRPB en province Muyinga
- Barakamfitye Tharcisse : Expert en Sauvegarde Sociale du PRRPB
- Nderagakura Ferdinand : Spécialiste en Restauration des Paysages
- Bayaga Evariste : Membre du comité des sages de l'UNIPROBA
- Miburo Salvator : Chef d'antenne de l'UNIPROBA en province Kayanza
- Ndiwokubwayo Pacifique : Administrateur Communal de Buhinyuza
- Berahino Maurice : CTAS en commune Buhinyuza
- Sibomana Aimable : Chef d'antenne de l'UNIPROBA en province Muyinga
- Ndayizeye Vardeur : Mutwa de la colline Gasave
- Nabashengezi Pélagie : Mutwakazi de la colline Gasave
- Mbonimana Marcel : Mutwa de la colline Gasave
- Manirambona Eugénie : Mutwakazi de la colline Gasave
- Kayobera Jean-Marie : Mutwa de la colline Gasave
- Ntukibitaho Frédéric : Héritier de l'ancien maître des Batwa de Gasave
- Habiyanbere Déo : CTAS de la commune Matongo
- Kuwuhoraho Hyacinthe : CTAS de la Commune Isare
- Kwizera Adèle : Leader Mutwakazi de la commune Matongo
- Mashimango Pascal : Chef d'antenne de l'UNIPROBA en commune Isare
- Nkurikiye Vincent : Animateur communautaire de l'UNIPROBA en commune Isare
- Mbanye Léonard : Chef de colline Karunga (commune Isare)
- Kanyabatware Léonard : Chef de colline Matongo (commune Matongo)
- Mpabansi Jean-Berchmans : Conseiller Principal du Gouverneur de la Province de Muyinga
- Ndikumana Vianney : Conseiller Principal du Gouverneur de la Province Kayanza.

Annexe 3 : PV et liste des participants des réunions de consultations des Batwa (document séparé)